LA PLUME

LAPLUMEDAUPHINE.FR

CONFIDENTIEL

"Made in France"

007

Journal La Plume de Dauphine
Bimestriel gratuit n°07
Université Paris Dauphine
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny
75775 Paris Cedex 16, France
Association loi 1901

Directrice de publication : Juliette Broudin
Rédacteur en Chef : Pierre-Hernan Rojas

Chefs de rubriques
Pôle Actualités Dauphine : Annaëlle Assaraf
Pôle Décryptage économique : Pierre-Hernan Rojas
Pôle Débat de société : Lionel Pelisson
Pôle Culture : Céline Poizat
Pôle Sport : Antoine de Béon
Pôle Expression libre : Lionel Pelisson
Pôle International : Pierre-Hernan Rojas
Bons Plans : Paris-Ci

Couverture :
Mise en Page : Joseph Harari, Manon Lescroart, Barnabé Monnot, Loubna Aggoun

Impression : Atelier Phare

La Plume est un journal d'opinion et, à ce titre, n'est pas tenu de présenter des articles neutres et impartiaux. Le contenu de ce journal est indépendant de la direction de l'Université et des associations étudiantes. Les textes n'engagent que l'auteur et ne reflètent en aucun cas l'opinion de l'Université ou des autres collaborateurs du journal.
Les textes publiés n'engagent que l'auteur et ne reflètent en aucun cas l'opinion de PSL Research University.
ISSN 2260-9857
Textes et images tous droits réservés à La Plume.

Retrouvez nous sur *www.laplumedauphine.fr*
et suivez-nous sur Twitter *@LaPlumeDauphine* !

Participez au journal en envoyant vos articles à redacteurchef@laplumedauphine.fr

Bureau
Président : Juliette Broudin
Trésorier : Marie-Sophie Garcia
Rédacteur en Chef : Pierre-Hernan Rojas
Secrétaire Général : Antoine de Béon

Responsable communication : Juliette Broudin
Responsable financement : Juliette Dubois
Responsable pôle technique : Loubna Aggoun

L'équipe : Loubna Aggoun, Annaëlle Assaraf, Juliette Broudin, Julien Da Sois, Marie-Alix Danton, Antoine de Béon, Juliette Dubois, Risleine Eladli, Marie-Sophie Garcia, Laura Hannoun, Joseph Harari, Anne-Sophie Houdu, Mélanie Jaouën, Margaux Julien, Clément Lauer, Manon Lescroart, Frédéric Lucas, Hugo Matricon, Charles Moulinier, Barnabé Monnot, Eva Nahoum, Lionel Pélisson, Laurie-Anne Riera, Céline Poizat, Pierre-Hernan Rojas, Jean Sesquès.

Nous contacter : *laplumedauphine@gmail.com*

Nos partenaires

DAUPHINE UNIVERSITÉ PARIS
PSL RESEARCH UNIVERSITY
Les services de la vie étudiante CROUS Paris
Wall Street INSTITUTE SCHOOL OF ENGLISH

Pour une révolution fiscale ? Pour une révolution tout court !

Lors de sa campagne présidentielle, François Hollande avait promis une révolution fiscale en proposant l'instauration d'un impôt sur le revenu prélevé à la source et la restauration d'une réelle progressivité du système fiscal, passant par la suppression de niches fiscales et autres exonérations. En réalité, la politique du gouvernement depuis 2012 relève moins de la révolution que de l'inertie : le nouvel objectif est le rétablissement des comptes publics, passant par 60 milliards d'euros d'économies au cours du quinquennat.

Première fêlure du pacte démocratique : en période de crise, tous les citoyens vont devoir mettre la main à la poche. Tout le monde est concerné : des entrepreneurs aux consommateurs, en passant par les épargnants, les agriculteurs et même les footballeurs ! Même si les principes d'équité et de progressivité animent encore et toujours les « réformettes » fiscales, ces dernières se heurtent au pragmatisme économique. Impôt ou intox ? Ce qui est sûr c'est que le timing est particulièrement mauvais : la croissance est quasi-nulle et la consolidation fiscale ponctionne des richesses qui n'augmentent plus.

« Impôt partout, Justice nulle part ! » Quoi de mieux pour ébranler le pouvoir politique que des résistances aux nouvelles taxes pour le mettre face à ses contradictions. Le ras-le-bol fiscal est apparent : des bonnets rouges bretons aux associations d'épargnants, en passant par les pigeons entrepreneurs : chaque groupe de pression remet directement en cause la légitimité de la hausse des prélèvements obligatoires. Ainsi, apparaît la seconde fêlure du pacte démocratique. L'État tire sa légitimité politique du monopole de la violence physique légitime certes, mais aussi de la violence symbolique. Ce monopole, acquis par le consentement de tous les citoyens aux règles et procédures du régime politique, assure la stabilité et l'efficacité de la politique étatique. Or, le « diktat » populaire sape les fondements de cette légitimité ; s'en trouvant lésés, les citoyens n'ont plus aucun intérêt à se plier à la règle communautaire. Les groupes de pression ont réussi à faire reculer le gouvernement. En hésitant sur sa politique fiscale, ce dernier a ouvert la voie à la révolution fiscale ! Mais pas celle à laquelle il s'attendait.

Pierre-Hernan Rojas,
Rédacteur en chef de La Plume,
Doctorat d'économie

Actu Dauphine 4
Dauphinement vôtre

International 9
La terre ne suffit plus

Débats de société 12
Débattre n'est pas jouer

Art & Culture 16
La France ne meurt jamais

Décryptages 20
Pense un autre jour

Expression libre 24
Permis de s'exprimer

Sport 27
Bons baisers du Qatar

Bons Plans 30
Buffet royale

Dans la famille Dauphine je demande ...

Étudiants, professeurs, membres de l'administration, une chose nous unit : Dauphine. À chaque numéro, la Plume soumet l'un d'entre eux à un quizz 100% Dauphine.

L'étudiant : Julien Lemiale DEGEAD 2 CEJ

Un dauphine début ?
Dauphine au début, c'est grand, très grand ! Des amphis immenses, un CROUS bondé et des centaines d'étudiants affluant de toute part. Une véritable fourmilière dans laquelle on trouve rapidement sa place.

Un dauphine projet ?
L'abolition de la chaine télévisée D17 à la salle de sport, et l'engagement de négociations avec les bambins dauphinois, pour l'utilisation de leur dortoir ne serait-ce qu'un petit quart d'heure dans la journée.

Un dauphine cliché ?
« Non mais attends, Dauphine c'est une sieste à plein temps ! »

Un dauphine coup de cœur ?
Les toilettes du CROUS, un exemple de propreté pour une parfaite intimité.

Un dauphine futur ?
J'espère un jour pouvoir me tenir à la place de ces anciens dauphinois, que l'on regarde envieux en train de siroter une coupe de champagne avec Monsieur le Président, dans cette salle qui surplombe la cour mais dont l'entrée est aussi légendaire que le souterrain menant à l'ambassade de Russie.

271

C'est le nombre d'accords d'échange de Dauphine avec 51 pays sur tous les continents. Autant vous dire que le choix est large !

Sondage :
Avez-vous présenté une association cette année ?

La Plume a été curieuse de savoir quel était le pourcentage d'étudiants ayant candidaté en association pour l'année 2013-2014.

71% OUI

Ce chiffre est représentatif de l'état d'esprit associatif de Dauphine !

Zoom sur ...

Le programme égalité des chances

L'initiative « égalité des chances » a été mise en place en 2009 par l'université Paris Dauphine. Ce programme vise à encourager la diversification du recrutement de ses étudiants. En d'autres termes, il s'agit de faire de Dauphine un établissement où se rencontrent des étudiantes et étudiants de milieux socioculturels différents.

Pour qui ?
D'une part, ce programme s'adresse aux lycéens désireux de rentrer en première année à Dauphine. De cette manière, Dauphine est en partenariat avec 24 établissements des académies de Versailles et de Créteil. D'autre part, ce programme s'adresse également aux futurs étudiants de Master, pour la préparation des concours administratifs.

Par qui ?
L'équipe qui œuvre pour le succès de ce projet se compose de trois membres principaux : Renaud Dorandeu qui coordonne le programme depuis son lancement, François Benoît référente pédagogique du programme et Oriane Reynaux, chef de projet ingénierie pédagogique et Égalité des chances. À ces membres permanents s'ajoutent des bénévoles, étudiants ou professeurs qui facilitent l'insertion des étudiants du programme une fois arrivés à Dauphine.

Comment ?
Concernant le recrutement des premières années, le programme commence dès le lycée. Ces étudiants prouvent leur volonté d'intégrer Dauphine et suivent même pour certains des cours renforcés. Quand la sélection aboutit, se mettent en place des binômes parrains-filleuls qui permettent à ces étudiants de s'intégrer et de tenir le rythme de l'université. Enfin, des partenariats sont mis en place avec certaines entreprises comme KPMG ou Unilever qui invitent les étudiants issus de ce programme pour les sensibiliser au monde professionnel.
Concernant les masters qui visent les hautes sphères administratives, le programme permet le renforcement en tous points de la préparation des concours pour les étudiants boursiers.

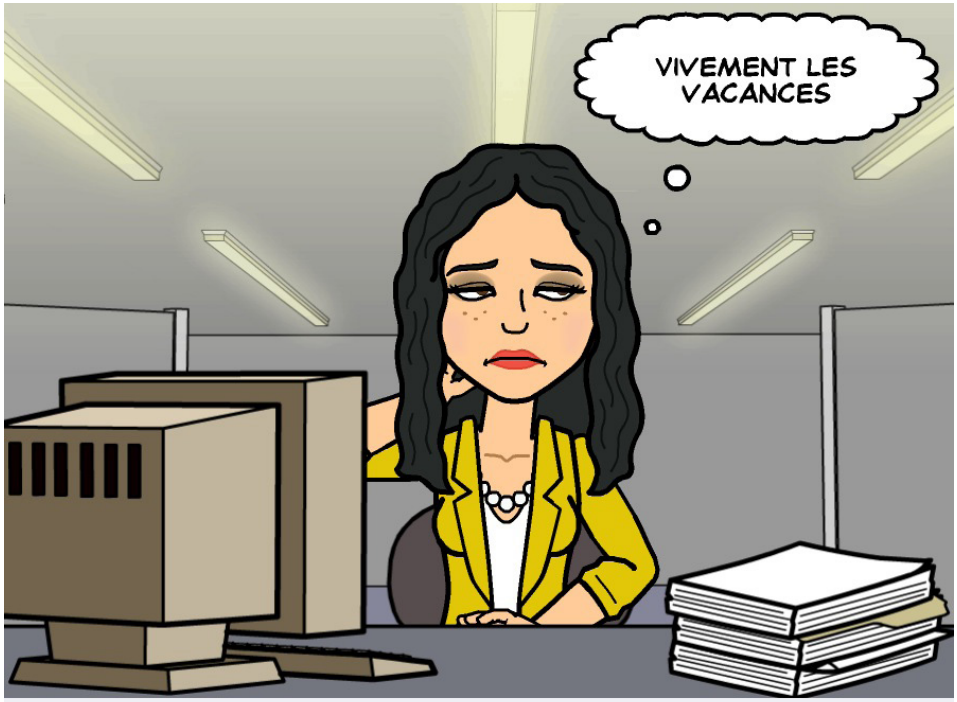
Pour plus d'information, je vous invite à vous rendre sur egalitedeschances.dauphine.fr

Annaelle Assaraf, DEGEAD2 CEJ

Tribulations de la dauphinoise

Qui parle à la place de la dauphinoise ?

La dauphinoise, tu la connais, elle vit ta vie, pense comme toi, tu te retrouveras en elle. La dauphinoise, c'est un état d'esprit, une tendance, une petite voix qui te conforte dans tes idées. Les semaines se suivent et se ressemblent en fait, à quelques détails près. Que s'est t-il passé depuis le dernier numéro de La Plume ? Retour sans détour et avec une pointe d'humour.



La dauphinoise en temps de crise

Semaine 1-2 : ***Qui a dit que se faire des potes était un jeu d'enfant ?***

Répéter en boucle les mêmes questions, c'est ça en fait l'intégration. T'es de quel lycée ? C'était quoi ta spé ? Tu parles bien anglais ? Pourquoi tu n'es pas allé en prépa ? Et Sciences Po tu as tenté ? Avant que des rapports amicaux ne s'installent (j'entends par là petits délires en tout genre et tout le tralala) il faut du temps. Le temps bien sûr de passer par tout le processus de socialisation, le temps de se faire voir comme l'acolyte idéal. Mais moi je vous dis, construire sa team c'est compliqué mais une fois que tu l'as, ta super Dauphine routine est lancée.

Semaine 3-4 : ***Qui a dit que paraître cool était facile ?***

Une fois que tu t'es accoutumé de gré ou de force (vaut mieux pour toi que ce soit de gré) à ton TD, t'as vite compris que tu devais étendre ta renommée à un cercle plus large. Cela passe nécessairement par l'insertion en milieu associatif. Entretiens, sourires, blagues, motivations, ambitions : histoire d'être pensé comme le jeune « sympa » qu'on supportera pendant quelques années. Alors c'est vrai, je vous dis que rejeter l'image du rigolo-bout-en-train-tchatcheur-motivé ce n'est pas chose aisée pour tous. Mais pour un dauphinois c'est considéré comme inné, non ?

Semaine 5-6 : ***Qui a dit que les UGG n'était pas chics ? (NB : Dauphinois (sans e j'insiste) passez aux semaines d'après je crois que cette problématique n'a pas ébranlé l'installation de votre routine)***

Au début j'ai, je l'avoue, fait une connexion rapide entre Dauphine-16ème et mini working girl (bon d'accord j'abuse), ou du moins ballerine/col claudine. Et puis après, j'ai pris mes marques, mon intégration était plus ou moins terminée, il a commencé à faire froid et j'ai cédé à la tentation de ces chouettes bottes qui m'ont fait de l'œil. Non je ne suis pas là pour faire mon *mea culpa* à la brigade du style. Allons droit au but, croyez moi ou pas, je vais vous dire un secret : être dauphinois c'est déjà chic. Et pour le reste, venez comme vous êtes (toutes proportions gardées).

Semaine 7-8 : ***Qui a dit qu'à Dauphine on bossait pas ?***

Celui-là, qu'il se dénonce. Passé le mois d'octobre et son ambiance de vacances entre amis, on se fait des copains, on va aux soirées, on part en week end. Passée la première quinzaine de novembre et ses jours fériés. Prise de conscience : il faut s'y mettre. Mais le dauphinois a cette réputation dans le monde étudiant de réussir sans faire grand chose. Alors moi je vous dis, même si on travaille (de temps en temps) on a tout intérêt à entretenir ce mythe.

Semaine 9-10 : ***Qui a dit que les vacances étaient bientôt ?***

Celui qui a dit ça a vraiment voulu s'auto persuader que la situation n'était pas si critique. C'est tout à son honneur d'avoir voulu voir le verre à moitié plein, je l'admets. Alors au lieu de vous déprimer un peu plus en développant ce sujet je préfère vous dire vivement l'année prochaine ...

La dauphinoise.

Circulez, il y a tout à voir !

Si nous vous demandons ce que vous inspire la traversée du matin pour se rendre du métro jusqu'à l'Université, nous risquons d'entendre le mot « galère » et tous ses synonymes. **Déjà que les étudiants traversent avec difficulté, imaginons maintenant que l'on ferme le tunnel de la Porte Dauphine où un flot innombrable de voitures circulent chaque jour.** Ces voitures se retrouveraient dès lors imbriquées dans le trafic ambiant : la galère prend tout de suite des airs de cauchemar.

Depuis 2004, la Mairie cherche un quartier de Paris, peu encombré, pour installer un parking de cars touristiques. Cette initiative a pour objectif de désengorger la capitale ainsi que les lieux touristiques de ces cars encombrants qui constituent des obstacles à la circulation. Après réflexion, pour établir ce projet, les élus ont pensé au XVIème arrondissement pour, entre autres, son climat paisible et sa proximité avec les Champs Elysées. L'état des lieux de la Mairie de Paris est donc le suivant : fermeture du tunnel, construction du parking de cars, point final. Et Dauphine dans tout ça ?

Selon une source de l'administration sous couvert d'anonymat, la Mairie a occulté la présence de l'Université et oublié les répercussions qu'un pareil chantier pourrait causer. **Il n'y a pas eu de concertation, ni avec Dauphine, ni avec les riverains jusqu'au dépôt du permis de construire.** Ce qui inquiète l'établissement est qu'une telle entreprise mettrait en sérieux danger les quelques 10 000 personnes qui se rendent quotidiennement à l'université. En réponse à ces inquiétudes, la Mairie accorde l'installation de nouveaux feux pour encadrer efficacement la circulation. À cela, l'Université ne peut qu'affirmer son désir de nouveaux aménagements, jugés nécessaires bien avant même qu'il n'y ait la construction dudit parking.

C'est donc un dialogue de sourds fondé sur des non-dits qui s'entretient et a débouché sur un recours au tribunal administratif déposé par l'Université Paris-Dauphine qui n'entend pas en rester là. Enfin, c'est sans rappeler que ce « conflit » pourrait se transformer en affaire politique, s'inscrivant dans le contexte des élections municipales de 2014. La Mairie du XVIème arrondissement, de droite, se prononce en effet clairement, en défaveur de ces travaux.

Ce recours semble loin de nos préoccupations et pourtant il nous touche tous, étudiants Dauphinois, directement. Routes, encombrement, pollution, passage, mobilité, trafic... Nous sommes confrontés aux enjeux et problématiques de la mobilité urbaine chaque jour lorsque nous sortons de chez nous jusqu'à notre arrivée à l'Université. Ainsi, en parallèle de cette action juridique menée par l'établissement, nous sommes invités à tous nous fédérer autour d'un nouveau projet artistique. L'Université Paris-Dauphine a en effet décidé d'utiliser ses grilles extérieures qui entourent l'établissement pour constituer des expositions photos, à l'image de ce qui avait été réalisé au Jardin du Luxembourg. Mais cette fois-ci, nous ne sommes pas seulement spectateurs du projet mais créateurs. **C'est bien vous, Dauphinois, étudiants, chercheurs ou professeurs, les photographes de cette première exposition organisée autour du thème « trafic urbain ».**

Fermeture du tunnel, construction du parking de cars, point final. Et Dauphine dans tout ça ?

La Plume, le Club Photo, et le BDA, qui ont travaillé conjointement à la réalisation de cet évènement avec l'administration de Dauphine, vous invitent à envoyer vos clichés dès maintenant pour participer à cet évènement qui s'inscrira durablement dans l'histoire de l'Université Paris-Dauphine. **Alors, laissez-vous porter par l'énergie de la ville et laissez libre court à votre imagination pour faire vivre cette exposition, l'image est le témoignage de votre opinion !**

Juliette Broudin,
M1 Management et Organisation

Annaelle Assaraf,
DEGEAD2 CEJ

Gilles Rouverand à la tête des « Joyeux Recycleurs »

Créer sa propre entreprise : le souhait de beaucoup d'étudiants. Certains l'ont fait, comme Gilles Rouverand, ancien Dauphinois et maintenant à la tête de la start-up de recyclage Les Joyeux Recycleurs, qui est par ailleurs incubée à Dauphine depuis juillet 2013.

les joyeux recycleurs

Quel a été votre parcours à Dauphine et qu'est-ce que vos études à Dauphine vous ont apporté ?

J'ai fait un DEUG d'économie-gestion (équivalent du DEGEAD), ensuite une maîtrise de gestion avec spécialité marketing et communication. En troisième année, j'ai fait un échange au Canada. Jusqu'au DEUG, c'est assez généraliste. En quatrième année, c'est un apprentissage plus concret et pratique de toutes les matières liées au marketing et à la communication. J'ai trouvé qu'il y avait un bon équilibre à Dauphine entre la théorie et la pratique.

Pourquoi avez-vous choisi de créer votre propre entreprise ?

Avec Fabien de Castilla, avec qui j'ai créé l'entreprise, nous nous sommes connus durant nos études à Dauphine. Nous avons créé notre propre entreprise car nous voulions être davantage maîtres de notre destin et pouvoir créer quelque chose qui nous plaît. De plus, la diversité des tâches est ce qui est le plus intéressant pour un créateur d'entreprise.

Quel est le but de votre entreprise « Les Joyeux Recycleurs » et comment vous est venue l'idée de ce projet ?

Fabien et moi avons une sensibilité pour les métiers liés à l'écologie, donc c'est pour cela que l'on est allé vers le secteur du recyclage. Petit à petit, on en est arrivé au constat que, dans notre vie quotidienne, il n'y a pas forcément de solutions concrètes qui existent pour recycler nos objets de tous les jours. Notre entreprise possède deux offres. Une offre de collecte sélective des déchets dédiée aux entreprises. On va collecter tout ce qui est consommé au sein d'une entreprise : papier, gobelets, bouteilles en plastique, etc. Et pour chaque kilo que l'on collecte, on reverse 5 centimes à une association. L'objectif des couleurs des boîtes, c'est de rendre tout le processus de collecte plus sympathique, c'est pour ça que l'on s'appelle aussi « Les Joyeux Recycleurs ». L'autre solution est ce qu'on appelle le mémento recyclage. L'idée, c'est d'avoir une barre de recherche sur internet, comme un Google du recyclage. Tu tapes n'importe quel déchet, et cela te donne de l'information sur comment les recycler. À terme, nous allons rajouter les points de collecte. L'objectif, c'est d'apporter de l'information aux gens.

Pourquoi avez-vous décidé d'intégrer l'incubateur de Dauphine ?

L'incubateur nous a permis de nous retrouver à Paris et de nous apporter des locaux où l'on travaille maintenant tous les jours. Cela nous a aussi permis d'avoir un accompagnement avec un tuteur qui nous suit sur les grandes phases du projet. C'est intéressant d'avoir un avis extérieur de quelqu'un qui a plus de bouteille que nous. Autre aspect important de l'incubateur : le fait d'être à Dauphine. On est en contact avec d'autres start-up, ce qui donne un aspect dynamique ; de plus, on peut se donner des conseils. Et la « carte de visite » Dauphine est également une vraie aide, car cela apporte une crédibilité qui est primordiale pour une entreprise qui démarre.

Avec votre expérience, quels conseils pourriez-vous donner aux Dauphinois qui ont envie de créer leur propre entreprise ?

Si vous avez une bonne idée, allez-y ! Plus sérieusement, il faut bien regarder tous les tenants et les aboutissants d'un projet. Il faut bien définir son concept et il faut voir si l'on peut vendre son produit ou son service à quelqu'un. Même si vous êtes encore étudiant, il faut commencer le plus tôt possible à mettre des choses en place. Plus on se confronte tôt aux soucis, plus on va avancer. De plus, la complémentarité entre les collaborateurs est également un point très important lorsque l'on crée son entreprise.

Qu'est-ce que l'on peut souhaiter à votre entreprise pour le futur ?

Que l'entreprise se développe et que l'on ait le plus de clients possible. On se dit que, plus on aura de clients, plus on enlève des déchets qui étaient destinés à l'incinération ou l'enfouissement le plus souvent. De plus, plus on aura de clients, plus on reversera d'argent à des associations. Et si on arrive à faire cela dans la bonne humeur et le dynamisme, tant mieux !

Propos recueillis par Julien Da Sois, DEGEAD1

J'ai suivi Fleur de bitume dans leur action d'aide aux sans-abris ...

Quand Milena, présidente de l'association Fleur de bitume, m'a proposé de me joindre à eux un dimanche soir pour vivre l'une des actions qu'ils mènent, je n'ai pas hésité. Vivre les choses est tellement plus enrichissant que les entendre racontées.

Pour rappel, Fleur de Bitume est une association d'une trentaine d'étudiants dont le principal objectif est la lutte contre l'exclusion. Ils œuvrent pour trois causes principales : l'assistance aux sans-abris, le soutien scolaire bénévole et l'alphabétisation. Suivons-les ...

19h00 – Direction la Gare de Lyon. Doudoune, écharpe, rien n'y fait, j'ai tout de même froid. Très froid.

19h30 – Arrivée au point de rendez-vous. Une dizaine de membres de l'association arrive progressivement. Chacun a préparé sandwichs, eau chaude, gâteaux et habits chauds à distribuer. Il y règne une vraie ambiance d'association, une réelle entente et ils sont tous animés par un élan de solidarité.

19h47 – C'est parti. On se sépare en deux groupes pour aller à la rencontre des sans-abris aux alentours de la gare. À force de répondre présent à ce rendez-vous hebdomadaire, les membres de l'association ont scellé des liens avec les personnes qu'ils rencontrent. C'est le cas de Muriel, un bout de femme, coquette malgré la misère, qui à la question « *vous avez passé une bonne semaine* ? » répond sans hésiter un « *oui, ça va* ». Et dire qu'on a tendance à se plaindre pour un rien.

20h20 – Parfois, les sans-abris se livrent. Ils errent seuls la plupart du temps et profitent donc de ces furtifs échanges pour raconter : leur passé, leur famille, leurs conquêtes, leur quotidien. Des témoignages poignants.

20h30 – L'arrivée de Fleur de Bitume s'est répandue dans la gare. Les rencontres se multiplient parfois juste pour un café chaud. Ils sont touchés par tant de générosité, préconisent de nous concentrer dans nos études, de faire attention à nous.

21h00 – L'opération est terminée. Un sentiment de satisfaction nous envahit. L'impression de s'être rendu utile, que peut-être des personnes auront ce soir moins froid, moins faim, se sentiront moins seuls. Auront en somme un peu plus l'envie de se battre.

Si l'envie vous prend d'accomplir un geste solidaire, vous pouvez les aider, ne serait-ce qu'en leur rapportant les vêtements chauds que vous ne mettez plus...

Annaelle Assaraf, DEGEAD2 CEJ

ACD : quand Dauphine fait son cinéma !

Cela fait maintenant cinq ans que les membres de l'Association Cinéma Dauphine font partager leur passion du septième art aux étudiants dauphinois. Vous connaissez sûrement l'ACD à travers ses projections au sein de l'Université dont la promotion est assurée par le pôle communication. Ce n'est pas tout, ces membres couvrent aussi de nombreux festivals de cinéma (Cannes, Berlin, Deauville, Venise, ...). Grâce aux accréditations, les membres du pôle Média/critiques font aussi partager leurs avis aux dauphinois sur des films vus en avant-première et sur les sorties de la semaine publiées de manière hebdomadaire sur le site cinemadauphine.fr. Enfin, comme toute association, l'ACD doit trouver des sponsors (Pôle Partenariat) pour pouvoir continuer à réaliser ces nombreux projets dont le Dau'film. En effet, en partenariat avec le BDA (Bureau des Arts de Dauphine), l'ACD organise depuis l'année dernière le premier festival de Cinéma au sein de l'Université Paris-Dauphine avec entre autres des conférences, une avant-première et un concours de courts métrages ouvert à tous. Cette année l'ACD et le BDA vous attendent nombreux pour sa deuxième édition !

ACD

Planète soldée, la nouvelle conquête

Saviez-vous que plus d'un tiers des terres uruguayennes n'appartenaient plus aux Uruguayens ? Comment aurait-on nommé, aux temps jadis, l'appropriation d'un tiers des terres d'un pays par des étrangers, sinon « Conquête » ? Nous sommes à un virage de l'Histoire, celui d'une conquête des temps modernes, qui prend corps par le biais du land-grabing, le rachat de terres arables des pays pauvres ou « en développement » par les super-puissances mondiales.

Une course folle se déroule actuellement. Le vainqueur sera celui qui aura accumulé le plus de terres cultivables de par le monde. Quelles raisons pour un tel engouement ? L'attrait pour la terre fertile, dans les proportions actuelles, a en effet tout d'une nouveauté après une fin de XXème siècle focalisée sur l'investissement industriel. Une première explication est évidemment la crainte de « l'emballement démographique », et la croissance de la population mondiale, rapide en valeur nominale bien que l'ONU estime que son rythme de croissance est destiné à s'amortir, qui donne envie aux investisseurs fortunés d'utiliser au plus vite le potentiel productif de la planète. Même les plus optimistes formuleraient des craintes quand à notre capacité à augmenter suffisamment la production agricole pour faire face au défi démographique, qui nous mènerait à une dizaine de milliards d'habitants à l'horizon 2050. Cette explication est particulièrement valable dans le cas des investissements saoudiens notamment. Les pays du Golfe, arides, ne peuvent être auto-suffisants qu'à condition d'épuiser rapidement leurs nappes phréatiques. Face à la croissance démographique globale, il leur semble urgent de s'assurer une production alimentaire qui leur soit propre, afin d'éviter de graves pénuries en cas de crise alimentaire et d'explosion des prix. Le Programme Abdallah d'investissement agricole a donc vu le jour, et rachète des hectares aux quatre coins de la planète à coups de centaines de millions de dollars. Dans un monde où les pays les plus pauvres se méfient des prêteurs occidentaux comme du choléra (et vice-versa), cette manne financière leur semble tombée du ciel. Et pour cause, il ne s'agit que d'abandonner à d'autres des terres splendides mais souvent en friche. Et qu'importe le sort des habitants locaux. Ces échanges, qui spolient une fois de plus l'Afrique et d'autres de leurs ressources naturelles, donnent même lieu à des scènes inconcevables. Que dire de la réception organisée par l'Arabie Saoudite en Ethiopie, où le chef de l'Etat est reçu par les cheicks, dans son propre pays, pour leur en abandonner une partie ? Ce fut même l'occasion de réunir les Etats Somalien, Djiboutien, Rwandais, Kenyan ou encore Tanzanien, afin d'avoir un échos un peu plus large. Au rayon de la quête de la sécurité alimentaire, notons également le rôle actif du Japon et de la Corée du Sud dans l'accroissement du nombre de transactions de terres arables. Il se trouve que c'est justement un accord

« secret » entre Daewoo et le pouvoir malgache qui avait précipité le coup d'Etat à Antananarivo. Le peuple n'a étrangement pas apprécié que l'Etat Malgache fasse don pour 99 ans, sans paiement, ni loyer, ni autre forme de rémunération, de la moitié des terres cultivées de l'île.

L'autre explication de cette course à la conquête terrestre n'est finalement pas moins triviale : comme le dit un investisseur français, M.Combastet, l'investissement agricole en Afrique est particulièrement rentable. L'incarnation parfaite de cette recherche de rentabilité, qui semble encore moins morale que la recherche d'auto-suffisance, nous est donnée par les investisseurs occidentaux (cf. Le programme hollandais « Rabo-Farm »), ou par les nouveaux pays développés comme l'Inde ou la Chine. Car à la différence des logiques colonisantes de l'Occident durant des siècles, la conquête des terres arables se détache parfois d'une logique « Nord-Sud ». Ici, rappelons un nom que vous relirez à coup sûr : Karuturi, l'indien capable de produire plus d'un million et demi de roses par jour – ce qui en fait le premier producteur mondial. Le nouveau grand ami de l'Ethiopie, où la liberté de la presse est inexistante, y possède des centaines de milliers d'hectares, construisant ses bureaux sur des lieux de cultes traditionnels, rachetant les points d'eau où les éleveurs abreuvaient leurs bêtes, privant d'accès à certaines ressources des populations vivant de l'élevage et de l'agriculture traditionnelle. Et ce, tout d'abord pour produire des roses pour l'Occident. L'intérêt nutritif dans un pays où nombreux sont ceux qui souffrent de la faim n'est ici pas évident. Mais Karuturi a de la suite dans les idées. Sa faim avide d'hectares non-assouvie, il a entreprit de produire du riz à grande échelle, qu'il vendra sous le nom de Basmati bien que ce soit illégal. Une bonne nouvelle ? Assurément pas, puisque ce riz ne sera pas dédié au marché intérieur, mais bien à l'international... Pendant ce temps, les ruraux pensent à s'armer de leurs sagaies, dans un ultime espoir pour préserver leur mode de vie, alors que le gouvernement refuse de prendre leurs plaintes.

Un expert de l'ONU a qualifié le phénomène de rachat des terres arables de « Monopoly mondial ». Le land-grabing dessine un nouvel équilibre des pouvoirs et entérine l'exploitation de l'Afrique et de pays d'Europe de l'Est, par les grands détenteurs d'argent. En somme, le développement oui, mais au profit des plus gros. Cette conquête moderne s'insère parfaitement dans la mode mondialisatrice ; elle est une stratégie globalisée (par l'incroyable diversité et mixité des capitaux investis dans les terres) et globalisante (car les productions sont destinées à l'exportation et que les pays cibles « vendent leur âme » et dérégulent pour attirer les capitaux de partout). Soyons alors clair sur nos conclusions : le land-grabing est immoral, mensonger, peu rationnel et néfaste. Immoral car il renforce les logiques d'exploitation internationale et détruit des vies et des cultures pas tant méprisées que magnifiques ; mensonger car il met l'accent sur l'accroissement de la production quand Amartya Sen a clairement démontré que le problème fondamental n'est pas celui du volume produit mais celui de l'accès à la production et aux droits ; peu rationnel car si une crise alimentaire mondiale éclate, les Ethiopiens affamés ne laisseront pas Karuturi gâter l'Occident à leurs dépens ; néfaste enfin car il promeut une agriculture intensive et rentabiliste (cf. La Plume n°6, de l'Agriculture Intensive, par Eugénie Ténézakis). L'ONU ne réglementera ce genre d'activités que trop tard et il y a fort à parier que les spirales dominatrices, polluantes et déshumanisantes du land-grabing soit trop installées pour que le simple jeu des marchés puisse renverser ces tendances. Dès lors, il incombe à la nouvelle génération de ne pas perdre de vue qu'elle devra être celle qui rendra aux dominés une arme essentielle et inaltérable pour tenter de s'en sortir : l'intégrité de leur terre et le contrôle stricte de leurs ressources naturelles.

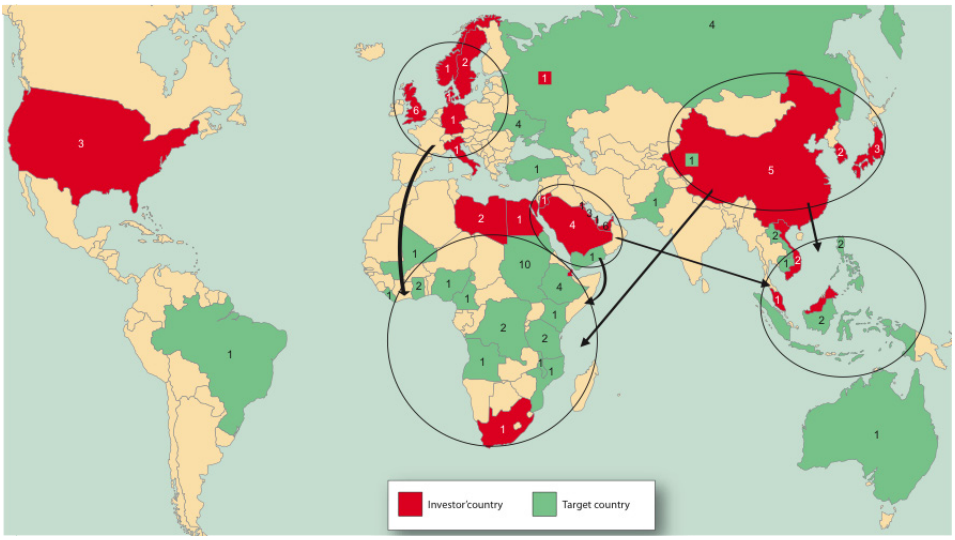
Lionel Pelisson,
M1 Économie Internationale
et du Développement

L'achat de terres par des fonds souverains et privés étrangers

La sécurité alimentaire est extrêmement importante pour la stabilité politique, ce qui a incité les gouvernements à mettre en place de nouvelles politiques pour assurer l'approvisionnement de leurs marchés nationaux. Si les achats de terres étrangères étaient déjà pratiqués au XIXe siècle, ils se sont accrus de façon importante ces dernières années et d'autant plus depuis la crise financière. Car les contrats cessions se multiplient, et sur des surfaces 4 à 6 fois supérieures aux premières du genre. Si cette pratique reste marginale (environ 1% des terres arables mondiales), elle reste préoccupante d'un point de vue microéconomique mais aussi, à plus long terme, au niveau macroéconomique.

Selon l'institution acheteuse, le but recherché n'est pas le même. Lorsque ce sont des États, l'achat sert à garantir la sécurité alimentaire du pays alors que dans le cas d'entreprises, seuls les profits sont recherchés. Ces derniers sont encore largement possible tant les terres sont bons marchés et la possibilité d'augmentation des rendements importante. Tous ces acteurs ont exploité entre 15 et 20 millions d'hectares entre 2006 et 2009, soit l'équivalent de 20% des terres agricoles européennes (ou encore la totalité des terres agricoles françaises). D'après la « Matrice des Transactions Foncières », mise en place par le Land Matrix Partnership, ce sont aujourd'hui plus de 33 millions de terres arables qui sont loués à ces fins, ce qui représente près de 4 fois la superficie totale du Portugal.

Divers pays se portent acquéreurs tels que la Chine, l'Inde, le Japon, la Malaisie, la Corée du Sud, l'Égypte, la Lybie, Bahreïn, la Jordanie, le Koweït, le Qatar ou encore l'Arabie Saoudite. La Corée du Sud a, par exemple, voulu louer 1,3 million d'hectares à Madagascar, l'Arabie Saoudite 500 mille en Indonésie ou encore la Chine 1,2 millions aux Philippines. D'après le New Zeland Harad (mai 2009), cette dernière aurait acquis près de 3 millions d'hectares en RDC pour y produire de l'huile de palme (ce qui en ferait la ferme de palmier à huile la plus importante du monde).



Dans le domaine privé, ce sont les entreprises Japonaises et Arabes qui sont les plus actives grâce au soutien de leur gouvernement, des institutions internationales et publiques de développement. En outre, les sociétés financières s'intéressent de plus en plus à l'agriculture suite à la crise. BlackRock Inc. (première société de gestion d'investissement avec près de 3500 milliards de dollars d'actifs) a mis en place un fond visant à investir dans l'agriculture, dont 30 millions de dollars ayant pour but d'acheter des terres dans le monde entier. Pour ne citer que quelques exemples, dans la région s'étendant de l'Ukraine à la Russie, beaucoup d'autres entreprises ont acheté d'immenses surfaces. Renaissance Capital détient 330 000 hectares en Ukraine, Black Earth Farming en détient 331 000 en Russie ou encore Alpcot-Agro qui en compte 128 000.

Evidemment, les terres les plus convoitées sont les plus rentables : proches d'un point d'eau pour l'irrigation, mais aussi proches de marchés physiques pour exporter facilement les marchandises vers le pays « accapareur de terre » ; ce qui pose un problème d'autant plus important de sécurité alimentaire pour le pays vendeur ou loueur de la terre. Car ces locations à très longue durée (certaines pouvant atteindre 99 ans) peuvent avoir des conséquences macroéconomiques graves sur la stabilité politique et économique, tant des pays loueurs que des pays ou entreprises locataires.

Tout d'abord, la production par un pays étranger signifie qu'il y a un impact certain sur la balance commerciale potentielle du pays hôte. Avec une augmentation de la rentabilité des terres et une augmentation de la production, c'est un manque à gagner important pour ce pays et un élément de moins pouvant équilibrer la balance commerciale. De plus, trois sortes de crises peuvent être à l'origine d'importantes tensions internes et externes. La première est la crise alimentaire qui obligerait le pays hôte à diminuer ses exportations et, à terme, exproprier le pays locataire. Cette crise découlerait donc sur une crise diplomatique importante et, in fine, sur une crise politique dans le pays locataire faisant suite à la hausse des produits alimentaires nouvellement non accessibles. Enfin, puisque le pays locataire n'exploiterait plus la terre en question, le pays hôte devra s'adapter extrêmement vite à la production de masse pour maintenir l'exploitation en marche.

D'autres conséquences microéconomiques sont tout aussi importantes. La location de surfaces aussi grandes ne peut être possible qu'après une expropriation sauvage des paysans. Ceci étant rendu facile par l'absence de droits de propriétés clairs dans la plupart des pays pauvres et en développement. De plus, ces terres vont connaître une restructuration massive détruisant les écosystèmes (déforestation) et mettant en place des infrastructures importantes et polluantes créant des externalités négatives. Les paysans, dans la plupart des projets, sont mis à part et déplacés vers des terres moins fertiles ou à défricher. La population rurale va se paupériser et sera forcée d'aller en ville pour subsister (l'entreprise coréenne Daweo Logistic voulait louer des terres à Madagascar pour y faire travailler des Sud-africains). Enfin, cette évolution, fondamentale si elle venait à se généraliser, détruit l'agriculture paysanne au profit d'une agriculture mécanisée dans des pays où la population est encore très rurale.

Cependant, cette option « d'accaparement des terres » n'est peut-être pas une mauvaise voie. Mais pour que les conséquences ne soient que des avantages et qu'elles soient réparties équitablement vers les deux parties, il est absolument nécessaire de codifier les termes des accords, d'assurer leur transparence et de contrôler leur application. Le droit international est probablement la meilleure arme contre l'asservissement des peuples et des terres qui pourrait découler de cette nouvelle organisation de l'agriculture.

Geoffrey Lorre, doctorat d'économie

La crise de l'État fiscal : de l'illégitimité à la fuite devant l'impôt

Ils se déclarent Poussins, Dindons, Cigognes, Bonnets rouges ou encore Pigeons et tous sont animés d'une volonté commune : faire part de leur désormais très connu « ras-le-bol fiscal » en demandant l'abandon du projet de hausse d'imposition des plus-values de cession pour certains, abrogation de l'écotaxe et stagnation de la TVA pour d'autres. La France vit, comme chacun de nous le sait au regard de l'importance croissante que prennent ces nombreux mouvements, une période de révolte fiscale. **Et la crise de l'État fiscal traduit plus généralement une crise institutionnelle et sociétale.** C'est ainsi que la sociologie de l'impôt cherche à comprendre les rapports entre la fiscalité, l'État, et la société. Ces nombreux révoltés, qu'ils descendent dans la rue pour clamer leur rancœur ou qu'ils la taisent comme la majorité des Français, ne sont pas animés par un unique intérêt économique : l'intérêt utilitariste — payer personnellement moins d'impôts — n'est pas le seul motif de cette recherche d'évitement de l'impôt. **Certains auteurs ont montré, s'appuyant sur le principe de rationalité en sciences sociales, que la logique du contribuable s'expliquait aussi — et surtout — par la légitimité politique et ses connaissances fiscales.** Renversons tout d'abord le postulat douteux selon lequel les actions des individus seraient guidées par un égoïsme inhérent à la nature humaine — la volonté de diminuer la charge d'imposition de son propre foyer fiscal —. De nombreuses études ont montré que le citoyen fiscal est capable d'altruisme en payant davantage pour des programmes qui lui paraissent importants. Les raisons sont plus profondes comme le montre la sociologie de l'impôt selon laquelle le système fiscal jouerait, en plus de sa bien connue fonction économique, une fonction sociale et politique. Cette dernière renvoie directement à la légitimité de l'impôt et nous rappelle que la dimension politique de la fiscalité est établie par le lien qui existe entre la genèse de l'État moderne et la naissance des systèmes fiscaux. Les révoltes actuelles semblent traduire en effet bien plus qu'un ras-le-bol, ce que soulignait il y a peu M. Moscovici, mais surtout, et c'est un phénomène nouveau, une crise de la légitimité de l'État fiscal aux yeux du contribuable. Les citoyens n'ont pas toujours ressenti cette aversion pour l'impôt car celui-ci était jusque-là légitimé en ce sens qu'il était perçu comme outil de financement d'une action publique dont ils bénéficiaient. **L'État interventionniste a engendré la naissance de l'État fiscal et l'acceptation sociale de l'impôt trouva sa source dans la mise en œuvre des politiques publiques.** C'est ainsi que le lien entre fiscalité et services publics s'est forgé dans l'imaginaire collectif français. De nos jours, l'utilisation de l'argent public est brouillée par le contexte de crise budgétaire si bien que le citoyen fiscal perd le sens de sa contribution. L'argent semble être davantage collecté pour rembourser la dette d'un État trop dépensier devant se conformer aux

Le citoyen fiscal est capable d'altruisme en payant davantage pour des programmes qui lui paraissent importants

critères des traités européens — notamment le fameux seuil des 3% de déficit budgétaire institué par Maastricht en 1992 — que pour financer une politique publique au crédit des Français. C'est en partie justifié lorsque l'on sait que l'impôt sur le revenu rapporte environ 50 milliards d'euros par an, soit exactement assez pour s'affranchir des intérêts de la dette. Cette crise de légitimité de l'État fiscal a deux principales conséquences. Elle altère tout d'abord le consentement à l'impôt comme le reflètent les nombreuses révoltes actuelles. Elle favorise ensuite la fuite devant l'impôt et légitime en partie la fraude et l'évasion fiscales dans l'imaginaire collectif.

Et cette crise de légitimité de l'impôt traduit une crise plus profonde de l'État et des institutions. Elle reflète tout d'abord une crise de la Nation, qui ne serait pas que mémoire et identité communes comme le prétend Ernest Renan mais aussi un espace de redistribution dont l'impôt serait l'instrument. Elle dénote aussi d'une crise de confiance envers le gouvernement voire de fierté envers notre pays, tous deux instigateurs du civisme fiscal comme l'ont montré certaines études américaines. Elle exprime enfin un retour en arrière de la démocratie. La progression de l'exil fiscal n'est autre que l'image d'une justice privée — partir car le taux d'imposition est perçu comme injuste — qui s'éloigne toujours plus de la justice publique alors qu'une société ne peut pas fonctionner en cas de désaccord permanent entre celles-ci et que le rôle de la démocratie est de réduire l'écart qui les sépare.

Il semble que, face à cette crise de légitimité de la fiscalité, une meilleure communication politique soit essentielle. Or le gouvernement socialiste est à contre-courant de l'idée de stabilité et de clarification fiscales, toutes deux essentielles tant pour les entreprises et leurs décisions d'investissement que pour le consentement à l'impôt des citoyens français. La politique fiscale n'est pas qu'une affaire de taux, elle suppose une vision qui se doit d'être comprise pour, *in fine*, tenter d'être légitimée. Il semble aujourd'hui urgent d'acter une nécessaire resymbolisation de la fiscalité par un accès plus important à l'information et au débat la concernant. L'État fiscal pourrait ainsi retrouver sa légitimité en accroissant le rôle de la démocratie participative et délibérative et en initiant une socialisation de la question fiscale. Alors, peut-être que les pigeons reprendront leur envol pour quitter les rues bitumeuses et les slogans assassins, et annoncer la bonne nouvelle : qu'importent les impôts pourvu qu'ils soient compris !

Hugo Matricon,
M1 Droit des affaires

L'Etat policier russe va-t-il dénaturer l'esprit olympique à Sotchi ?

De nos jours, il semble que le sport devienne de plus en plus visible avec le développement des moyens de communication et certains sont tentés de s'en servir. Au cours du XXème siècle, les Jeux Olympiques vont se transformer en une véritable tribune politique. Celle-ci commence avec la promotion de la propagande nazie lors des Jeux de 1936 à Berlin. D'ailleurs, la récupération du sport n'est pas seulement le fait des régimes totalitaires, tous ceux qui peuvent exploiter sa visibilité tentent de le faire : on se souvient de ces athlètes noirs brandissant le poing sur le podium à Mexico en 1968 ou de Denis Banks qui avait créé en 1972 la « Piste des traités violés », un marathon qui traversait tous les États de l'Union européenne. Puis avec l'intensification des conflits politiques, on a assisté au massacre de l'équipe israélienne par un commando palestinien en 1970 à Munich ou encore au boycott par les États-Unis des Jeux organisés à Moscou en 1980 en protestation de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, et à celui, du match retour par les Soviétiques des Jeux de Los Angeles, en 1984. Aujourd'hui, encore plus qu'hier, le poids médiatique accordé au sport est tel qu'il est facile d'en tirer profit, notamment lorsqu'on sait à quel point le « show sportif » séduit des foules entières.

Le premier aboutissement d'un coup de maître de la part de Moscou

C'est ainsi qu'en 2007, l'annonce de la décision du Comité International Olympique de confier à la ville de Sotchi l'organisation des XXIIème Jeux olympiques d'hiver qui se tiendront en 2014, s'est révélée être le premier aboutissement d'un coup de maître de la part de Moscou qui aura mis plus de deux décennies à se concrétiser. Ce sera aussi l'occasion de mettre en lumière la Russie et de réaffirmer sa puissance. Actuellement, la liberté de la presse en Russie n'est pas respectée. Néanmoins, il ne faut pas comparer cette restriction à la censure qui s'opère en Chine. **En Russie, la pression sur les journalistes est plus subtile**, plus officieuse. En effet, cette dernière s'appuie principalement sur la dépendance financière des médias locaux vis-à-vis de l'administration locale, par le biais de subventions en échange de la publication d'un quota d'informations gouvernementales. Des mesures d'intimidation sont utilisées si les journalistes persévèrent dans la promulgation d'idées contraires à l'orientation voulue par le gouvernement russe. Mais il semble que ces contrôles sur les journalistes locaux puissent s'étendre jusqu'aux journalistes étrangers lors des Jeux de Sotchi puisqu'on vient d'apprendre que ces derniers seraient soumis au système SORM (The System of Operative-Investigative Measures). Ce système, mis en place par le Service fédéral de sécurité russe (FSB), s'emploie à intercepter toute conversation téléphonique ou internet. Il a même été qualifié comme étant « **l'un des plus intrusifs et systématiques de l'histoire des Jeux** » d'après un article publié le 6 octobre dans The Guardian. Le FSB s'assure également d'avoir la main mise sur les infrastructures et les serveurs. Vu tous les moyens déployés par les autorités russes pour assurer un bon déroulement des Jeux, les journalistes internationaux devront contrôler leurs flux d'informations s'ils veulent que leur séjour à Sotchi se déroule sans encombre.

Par ailleurs, la liberté de la presse ne semble pas être la seule liberté fondamentale à avoir été mise en quarantaine au cours de ces Jeux. Lors d'un décret du 19 août 2013, le Président Vladimir Poutine affirme mettre en place des mesures de sécurité renforcée notamment **afin d'éviter tout mouvement de rassemblement ou de manifestation à Sotchi du 7 janvier au 21 mars 2014**. Inutile de préciser que cette suspension de liberté entreprise par le Kremlin est anticonstitutionnelle. Les autorités craignent que des militants de la cause écologique ou homosexuelle profitent de la présence des journalistes pour promouvoir leur cause. Cette crainte est totalement justifiée lorsqu'on connaît la situation actuelle en Russie et comment sont débattus de tels sujets. En effet, même des lois ont été prévues à l'encontre des étrangers comme celle sur la « propagande homosexuelle » qui prévoit pour les contrevenants deux semaines de détention administrative avant expulsion. Enfin, l'affaire récente impliquant Greenpeace est aussi un avertissement à la destination de la communauté internationale avant Sotchi. De fait, le 26 septembre 2013, dix-sept militants de Greenpeace ont été placés en détention en Russie pour « piraterie », crime passible de quinze ans de réclusion criminelle, suite à une opération contre une plateforme de Gazprom dans l'Arctique. L'ONG Reporters sans frontières (RSF) s'est dite « choquée » par le placement en détention provisoire du photojournaliste Denis Siniakov, qui a travaillé dans le passé au bureau de l'Agence France-Presse à Moscou. « *Denis Siniakov a été interpellé dans l'exercice de son activité professionnelle et son arrestation constitue une violation inacceptable de la liberté de l'information.* », a déclaré RSF. **Ainsi nous ne pouvons nous leurrer sur le fait que le journalisme aussi bien que le militantisme soient criminalisés par les autorités russes.**

Le journalisme aussi bien que le militantisme soient criminalisés par les autorités russes.

D'autre part, nous avons d'un côté la définition d'un idéal olympique prôné par Pierre de Coubertin selon laquelle les Jeux en temps de division, d'opposition ou de crise économique, doivent proposer une éducation à la paix en favorisant la rencontre entre les peuples, dans un souci de communion, d'échanges et d'ouverture. Pourtant, nous avons un pouvoir politique russe qui cherche à **maîtriser l'image des Jeux de Sotchi** en limitant les libertés de la presse, d'opinion et de réunion. Il est vrai que ces systèmes d'écoute ne sont pas à mettre en relation directe avec le FSB — de fait depuis l'affaire Snowden, nous savons que même l'Organisation des Nations Unies était mise sur écoute par les Américains — mais leur utilisation dans le cadre d'un évènement sportif international reste pour le moins choquante. De surcroît, le gouvernement de Poutine tente à travers ces Jeux de faire **une vraie démonstration de puissance**, tant en termes de moyens financiers qu'en termes de moyens techniques et d'aménagements du territoire. Ces derniers éléments démontrent l'ambiguïté de la politique de la Russie qui d'une part, souhaite faire partie du monde occidental, participer au G8, trouver des solutions de paix en Syrie ; et qui d'autre part, utilise régulièrement son droit de véto au Conseil de sécurité de l'ONU et met en place des mesures restrictives de liberté dans son pays qui s'étendront même aux étrangers lors de la manifestation sportive de Sotchi.

Un pouvoir politique russe qui cherche à maîtriser l'image des Jeux de Sotchi

Cependant, une question demeure : un éventuel boycott peut-il encore être envisagé pour dénoncer les atteintes faites aux libertés fondamentales lorsqu'on connaît le poids accordé aux enjeux économiques ?

Nous sommes passés à une ère purement économique de l'Olympisme

En 2008, en Chine, certains appelaient au boycott des Jeux Olympiques de Pékin. Mais celui-ci n'a pas fonctionné. En effet, nous sommes passés à une ère purement économique de l'Olympisme (après l'ère idéologique puis politique). Boycotter les Jeux, ou simplement montrer son désaccord, c'est aussi prendre le risque pour un État de perdre des contrats. Nous ne pouvons espérer qu'une chose : que les journalistes présents sur place et les réseaux sociaux se feront l'écho de ces atteintes et les dénonceront.

Laurie-Anne Riera,
DEGEAD2 CEJ

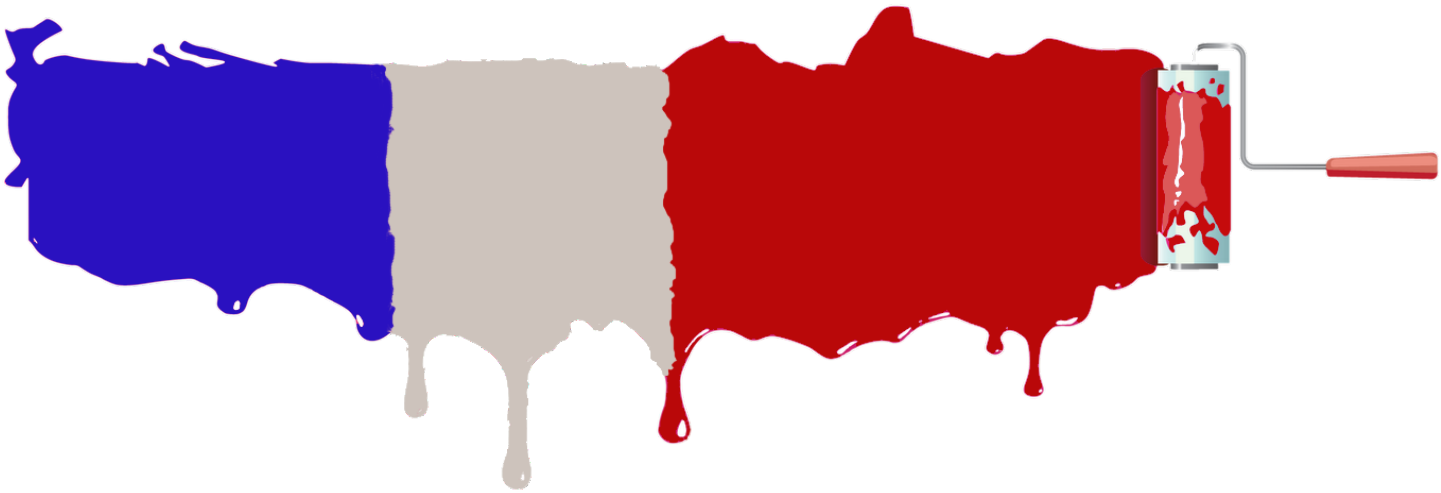
Confusion totale : la liberté individuelle

Pauvre Karl Marx. Bien loin de Staline, il donnait une des meilleures descriptions du capitalisme et croyait dans la fraternité des peuples. Au lieu de ça, l'expérience traumatisante de l'URSS a modelé le paradigme moderne et capitaliste : l'État, concept pourtant lointain des idéaux marxistes censés avoir fondé le communisme d'État, oppresse les individus ; il faut donc oeuvrer pour la liberté individuelle. Et la liberté individuelle s'est construite ainsi : pouvoir agir toujours plus en dehors du halo étatique. Mais l'État et l'appareil juridique sont en fait les seuls garants de l'équité. Nous avons construit la liberté individuelle comme une mise en concurrence à tous les niveaux, de l'éducation au monde professionnel, et avons ainsi omis de bâtir la liberté comme une émancipation de tous aux forces opprimantes. La liberté individuelle aboutit donc à une époque profondément inégalitaire. Les chiffres vertigineux s'amoncèlent. La moitié de la capitalisation financière est échue à 0,2% de la population. Les progrès collectifs sont passés au second plan, en témoigne le démantèlement progressif des systèmes sociaux alors que plus de 80% de la dette française est constituée d'intérêts depuis trente ans. Ce n'est pas d'aider le plus grand nombre qui coûte cher, c'est de favoriser l'enrichissement des plus riches. À titre d'exemple, les mesures protectionnistes des pays développés coûtent à l'Afrique un montant avoisinant celui des aides qu'elle reçoit ; si l'on retranche ensuite les bénéfices revenant à des étrangers sur les activités africaines, c'est en réalité le continent africain qui verse au monde le montant des aides qu'il est censé recevoir. Les médias eux-mêmes entrent dans le jeu de la proclamation des succès et échecs individuels, se jetant sur les DSK, les affaires Merah, les scandales de moeurs et autres faits divers. On ne parle plus des institutions, mais des gens qui les composent. On ne parle plus des raisons des conflits, mais de leurs conséquences matérielles sur les individus. On évince le débat au profit du « buzz » et du lapsus. Le succès individuel, et ceux de notre monde sont excessifs au vu des patrimoines détenus par certaines personnes, est présenté comme l'objectif, quand l'objectif devrait être un succès moindre d'un plus grand nombre. Et de la même façon que Hitler désignait une communauté comme responsable d'une mauvaise conjoncture déjà capitalistique, médias et partis politiques placent le curseur sur l'immigration et ces pays européens « faignants » qui nous « plombent ». En réalité nous les exploitons, et la seule responsable de la crise est la liberté « individuelle », privée, que nous avons laissé s'hypertrophier.

Il y a en fait une double confusion. D'abord parce que la liberté individuelle n'est en pratique pas une émancipation mais une liberté de choisir à qui se soumettre. Il y a ici une confusion profonde entre choix et pouvoir. La société considère, de façon hypocrite, que nous sommes libres car nous avons le droit de dire « Non ». Voilà une vision bien naïve du rapport salarial, et des rapports de force en général. En réalité, le pouvoir n'appartient pas à celui qui fait le choix, mais bien à celui qui propose le choix. Et cette inexistence de liberté individuelle au sens propre, c'est à dire la capacité a décider réellement de la direction de sa vie, est toute sauf étonnante : les ensembles entrepreneriaux et industriels ont atteint des tailles et des échelles de production inconcevables pour l'esprit humain. Dès lors, comment imaginer que chacun ait un impact sur son activité et donc sur sa vie ? Ce que propose notre monde, c'est d'être un écrou dans une machine complexe, dont nul ne peut assimiler l'ensemble du fonctionnement savoir réellement au nom de quels intérêts et de quels idéaux il agit. Peut-on alors être surpris par notre consommation record d'anti-dépresseurs ?

Promouvoir « la » liberté revient à promouvoir le droit de chacun à faire ce qu'il veut, y compris de ne pas redistribuer les richesses créées et d'exploiter les populations précaires des pays faibles. C'est ici qu'intervient la seconde confusion majeure. Celle entre « la liberté individuelle », qui revient à considérer que chacun peut aller aussi loin qu'il veut dans le cadre légal, quitte à écraser les autres, et « les libertés individuelles » qui constituent un ensemble homogène de droits inaltérables et fondateurs pour toutes société se réclamant du respect de l'existence humaine et de la considération de tous ; je parle en fait de l'application en principe de notre fameuse devise nationale, que la société de « la » liberté a perverti pour la rendre inconsistante. La Liberté ? Celle d'être probablement ouvrier quand on est fils d'ouvrier. L'Égalité ? Pas celle des patrimoines en tout cas. La Fraternité ? Entre gens de la même famille, c'est une chose qui arrive. Construire « la » liberté individuelle, c'est accorder aux gens le droit de ne pas se préoccuper des autres, quand les autres nous ont toujours, d'une façon ou d'une autre, permis d'être ce que nous sommes et de posséder ce que nous possédons. La lutte doit être celle des libertés et des droits fondamentaux, et de l'équité des conditions à l'intérieur et entre les Nations. Cela passe par une révision des idéaux libertaires et des dogmes dominants. Il en va de l'avenir de tous, de la stabilité, et de la remise au centre du seul progrès qui vaille en tant que fin en soi : l'avancée sociale. Rappelons nous donc que la liberté souhaitable n'est pas celle où une personne peut-être infiniement libre en soumettant les autres, mais qu'elle doit s'arrêter là où la leur commence.

Lionel Pelisson, M1 Économie Internationale et Développement



La création française touche à tout et garde la frite

On ne compte plus aujourd'hui le nombre de néologismes « *globish* » qui vantent les mérites des petits « *frenchies* ». De la « *French touch* » aux fameuses « *French Fries* » en passant par le torride « *French Kiss* », les français ont la côte à l'international et ne parviennent souvent pas à percer au sein de la création hexagonale. Pourtant les français sont créatifs et enjoués, intelligents et à l'humour décalés : petit tour d'horizon en version française de notre création qui touche à tout et garde la frite.

La France est de ces pays du vieux continent à forte tradition culturelle et artistique. Depuis le XIXe siècle la terre du coq chantant accueille les créateurs les plus brillamment maudits, de Baudelaire à Picasso, en passant par Proust et Stravinsky. Les années d'après-guerre sont le chantre d'une France Parisienne intellobobo, riche de promesses, de révolutions et de satire mais peu encline à assurer l'avenir... Où sont passées les virulences intellectuelles entre Sartre et Camus, où sont donc Foucault, Balthus, La Nouvelle Vague et Truffaut ? La crise a vite balayé l'enthousiasme de la création française qui n'a pas su s'adapter à la nouvelle donne internationale...

Ce constat pourrait faire consensus, si on n'observait pas depuis les années 1980 un succès phénoménal des « *frenchies* » qui ont su s'exporter. La musique fait figure d'image d'Épinal de ce phénomène : Phœnix et Air sont précurseurs en la matière, MirwaÏ remixe les tubes de Madonna bien avant que ne nous impressionne Lady Gaga, Gaspard Noé et Marion Cotillard ont scotché Hollywood bien que n'ayant pas été parrainés par Godard ! Sans renier sa filiation, la création française est résolue à décomplexer de son identité. Il n'est pas question de faire de la « préférence nationale » notre nouveau cheval de bataille - à l'instar de ce que l'on observe en Chine - mais plutôt de redonner goût à la création, à aller voir ce que sont capables de faire les « petits » français ; persuadés que cet esprit positif serait bien plus efficace que trois Lexomils en lutte contre notre état dépressif.

L'industrie créative française se renouvelle et va de l'avant malgré la nécessité, bien souvent, d'utiliser le « système D » : la musique, le cinéma, en passant par la mode, l'architecture et le design — qui, on l'a vu précédemment, défendent leurs lettres de noblesse parmi les arts « décoratifs » — usent et abusent des références passées et de leur dynamique avant-gardiste, débrouillarde, collaborative, ambitieuse mais surtout positive, pour faire de la création un événement du quotidien, un peu de beau et de sympa pour tout un chacun !

Les arts visuels ne sont pas exempts du phénomène, comme on peut le voir en ce moment même avec les rétrospectives Pierre Huygue au Centre Pompidou et Philippe Parreno au Palais de Tokyo, et l'intervention de Loris Gréaud sous la pyramide du Louvre, pour ne citer que ces exemples. Au-delà du simple « *name-dropping* » chauvin, citer ces artistes revient à positionner la création contemporaine française du côté de l'avant-garde et de « l'art total ». En effet ces artistes font un travail protéiforme sur l'expérience artistique à vivre. Adeptes de la scénographie monumentale, ils engagent chaque visiteur dans une « exposition monde » qui n'a pas besoin d'eux pour exister mais interagit pour autant avec leur présence. Ces artistes font un travail sur le son et la lumière remarquable, la vidéo perd de son aspect hermétique, l'ambiance se fait ésotérique, référencée mais avant tout accessible, par le biais de l'expérimentation et de la sensation. Il s'agit avec ces œuvres simplement d'accepter de se laisser porter. L'errance devient une chance pour accéder à une compréhension instinctive de ce qu'est l'art contemporain. La passivité n'est pas rebutée, loin de là, c'est bien plutôt une voie d'accès à la connaissance, une « digestion » de l'expérimentation et des sensations... Pareno, Huygue, Gréaud ne sont pas dans une rentabilité de la création et n'ont pas peur d'exiger une qualité d'exposition et de production de leurs créations. L'intransigeance de l'art est ainsi un acte de son existence au cœur de la société.

Aussi révolutionnaire et ambitieuse souhaiterait-elle être, la création française peine à faire entendre sa voix et engager un vrai programme politique de société artistique. Preuve en est encore le récent budget 2014 de la culture. En bon français à l'humour corrosif, enfant de la génération Canal +, invoquons Coluche et rappelons-nous que si le coq est l'emblème de la France, c'est bien parce qu'il est le seul animal à chanter quand il a les pieds dans la m.... !

Céline Poizat, M2 Marché de l'Art, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Cette semaine, la *Péniche* a testé pour vous… Photoquai

Dans le cadre de leurs études, et en coopération avec les Restos du Cœur, plusieurs étudiants de Paris Sorbonne organisent à Paris des sorties culturelles pour les résidents de la péniche des quais d'Austerlitz. Ce centre d'hébergement d'urgence accueille nuit et jour, prépare des repas et agit depuis 1994 dans un objectif de réinsertion. À l'occasion des différents événements culturels, les hébergés et bénévoles participants se réunissent et réalisent ensemble un article pour vous donner leurs impressions. Plus d'infos dans le focus consacré à cette action sur le site de La Plume Dauphine, et sur *www.restosducoeur.org*

Pas même le froid ne nous a arrêtés pour la visite de cette 4e édition de la biennale de photographie, organisée par le musée du quai Branly. Aspirés dans un parcours d'images grand format, nous tombions nez à nez avec les clichés des quelques 40 artistes non occidentaux inconnus en Europe répondant au thème « *Regarde-moi !* ».

Chaque artiste crée une atmosphère singulière, mais à travers les visages, les scènes de vie ou paysages, c'est la figure humaine qui est l'unité de mesure. Certaines séries retiennent unanimement notre attention, notamment « *Family Stuff* » dans laquelle Qingjun Huang photographie des maisons à travers la Chine avec leurs habitants posant sur le perron entourés de leur intérieur sorti le temps de la prise : « *ça vaut le coup d'œil* ». Les disparités sont ainsi rendues pleinement visibles, et la fragilité de l'homme plane sur bon nombre de clichés, ce qui n'a pas manqué de nous toucher. « *Ce qui m'a le plus marqué, ce sont les marginaux de Tokyo* ». Ces clichés de Shinya Arimoto, tout comme les portraits intenses d'Amit Madheshiya en Inde ou la célèbre série des « Car Poolers » d'Alejandro Cartagena, au Mexique interpellent en effet notre regard dans les allées.

L'homme est décrit au milieu d'un monde qui avance, un monde où les cultures se mêlent, ce qui n'est pas sans rappeler la vie sur la péniche où chacun apporte avec lui ses origines et son vécu. Au détour d'un panneau, « *certaines photos mettent mal à l'aise* » ; on ne comprend pas toujours le message de l'artiste, le sens de l'œuvre dont le climat est parfois « *troublant* ». Pour certains, « *on apprend des choses* » sur les différents pays, pour d'autres, on est juste confronté à la réalité humaine dans un autre contexte : « *Ce ne sont que des hommes, comme nous mais ailleurs* ».

Si vous avez manqué l'événement, no panic ; tout est sur Internet! Sinon, rendez-vous avec Photoquai en 2015.

Agenda Culturel Déc/Fév

Exposition

■ Exposition de la Collection Pinault, « À Triple Tour » (sur le thème de l'enfermement), à la Conciergerie. Jusqu'au 6 janvier 2014. Tlj de 9h30 à 18h. Ouverture nocturne les mercredis du 30 octobre au 18 décembre – dernier accès à 19h. Entrée gratuite pour les étudiants.

■ Rétrospective Pierre Huygue au Centre Pompidou. Jusqu'au 6 janvier 2014 dans la Galerie Sud. Pensez au PASS JEUNE = 18 euros pour découvrir à volonté toutes les expos de Beaubourg ! Rentabilisé en 2 entrées (9 euros tarif entrée étudiants).

■ Philippe Parreno « Anywhere, Anywhere, Out of the world » au Palais de Tokyo. Jusqu'au 12 janvier 2014

« Frenchy music »

■ Woodkid au Zenith à Paris le 7 février 2014 à 19h30.

■ Phoenix au Palais des sports les 7 et 8 février 2014.

■ Nouvel album psyché de MGMT dans les bacs à découvrir d'urgence !

Kim Chapiron

Un réalisateur se construit au fil des films. On pardonnera donc facilement à Kim Chapiron son premier : *Sheitan*. Diffusé dans le monde entier, il lui aura permis de faire ses secondes armes aux États-Unis avec l'excellent *Dog Pound*. Un nouveau réalisateur français s'impose sur la scène internationale.

Mais plus qu'un jeune et bon réalisateur franco-vietnamien de 33 ans, Chapiron est un engagé qui œuvre pour l'audiovisuel français. Fondateur du collectif *Kourtrajmé* aux côtés de Romain Gavras, il participe à un mouvement filmique s'appropriant le climat sociétal contemporain. Racisme, banlieue, violence, autant de thèmes récurrents du travail de Gavras fils, érigés en sujet du jeune cinéma français. On se souvient du clip polémique de Stress qu'il avait réalisé pour *Justice* ou du choc de *Notre jour viendra* sur le génocide des roux.

Cependant, Chapiron prépare *La crème de la crème*. Une comédie tournée à HEC. L'histoire de 3 potes qui, désabusés de leurs vies amoureuses, décident d'y appliquer les lois du marché qui nous sont si chères. Résultat : Un réseau de prostitution sur le campus. Ça ne sortira qu'en mars, en attendant n'allez pas au bois de Boulogne pour réviser votre micro.

Julien Laurian,
M1 Marketing et Stratégie

Des souris et des minions dans la course aux Oscars

Les Oscars, gargarismes ethnocentrés du cinéma hollywoodien (on dit ça mais on est juste jaloux du haut de nos Césars) laissent parfois un peu de place aux autres pays. Bien sûr il y a l'oscar du meilleur film étranger, mais là où la France excelle, c'est dans l'animation. Cette année, parmi les 19 films encore en lice dont les très médiocres mais américains *Planes* (*Cars* + marketing), *Turbo* (escargot + courses – scénario) ou encore *Schtroumpf 2* (sans commentaires) et les très bons et non moins américains *Epic* et *Monstres Academy*, on trouve deux films français.

Le premier est une grosse machinerie. Avec pas loin d'un milliard de recette (911 millions pour être précis), il s'inscrit logiquement dans une liste qui récompense autant la qualité que les retombées financières. Un scénario un peu bancal rattrapé par les meilleurs personnages secondaires comiques de ces dernières années que sont des petits trucs jaunes informes en salopette (et ça c'est fort) ainsi qu'une gamine insupportablement mignonne (Agnès, sœur spirituelle de Boo de *Montres & Co.)*. Bref, *Moi, Moche et Méchant 2* « *is in the place* ».

Le second est une surprise plus grande, plus belle mais aussi plus justifiée. Ne ménageons pas le suspense pour rien : cette œuvre française, c'est *Ernest et Célestine*. Ernest est un ours, Célestine une souris, le film une merveille. Si *Moi, Moche et Méchant 2* peut aisément passer

pour un film américain, *Ernest et Célestine* s'inscrit dans une tradition « *made in France* » du film d'animation. Une tradition que perpétuent d'ailleurs les grandes écoles d'animation françaises telle que Les Gobelins à Paris ou Emile Cohl à Lyon.

Un scénario signé Daniel Pennac, des dessins d'une finesse qui échappe enfin à la dictature du réalisme pixarien et une musique de Thomas Fersen rappellent les quelques *Le Roi et l'Oiseau* et autres grands classiques français.

La liste des cinq films définitivement en compétition pour les Oscars ne sera rendue publique que le 16 janvier prochain. La compétition sera d'autant plus rude avec les très prometteurs *Reine des Neiges*, qui renoue avec les fondamentaux de Disney, et *Le vent se lève*, le dernier film de Miyazaki, ainsi que les nombreux autres films Pixar, la société qui a raflé cinq des six dernières statuettes de la catégorie.

Julien Laurian,
M1 Marketing et Stratégie

Dupieux, l'oizo libre

Quentin Dupieux derrière la caméra. Mr Oizo derrière ses platines. Un génie filmique qui vibre l'électro pur et dur.

Sa filmographie se résume pour l'instant à 4 films : *Steak*, *Rubber*, *Wrong* et *Wrong Cops*.

Si le premier de la liste reste « à peu près classique », un univers se dessine déjà. Et puis vint *Rubber*. *Rubber*, c'est l'histoire d'un pneu... serial killer... qui fait exploser la tête des gens par télépathie. Film entièrement filmé au EOS 5D, autrement dit : à la photographie magnifique. C'est, en plus d'un scénario hallucinant, une réelle réflexion sur le cinéma, le spectateur et le *No Reason*.

Le *No Reason* c'est quoi ? C'est la mise en avant d'un surréalisme assumé et intégré. Les choses se passent, un point c'est tout. Abandonnez toute rationalité, ou vous êtes foutus.

Le cinéma de Quentin Dupieux c'est ça : un yoyo qui ne se déroule pas, un réveil qui affiche 7h60, un climat tropical dans un « *open space* », un rouage cassé

dans la machine hollywoodienne. Alors certes Dupieux ne crée qu'un monde très petit au milieu de l'univers du cinéma, mais il en crée un et c'est déjà beaucoup.

Dupieux est à la comédie ce que Lynch est au thriller, peut-on lire parfois. C'est vrai ; Et d'autant plus vrai quand on voit le casting de *Wrong Cops* qui sortira en février prochain. Œuvre définitivement la plus drôle de sa jeune filmographie, c'est aussi une mise en abîme de tout son travail, qu'il soit musical ou filmique, servie par un casting qui en surprendrait plus d'un. Aux côtés de Grace Zabriskie et Ray Wise, stars de la « cultissime » série *Twin Peacks*, on trouve comme d'habitude Eric Judor, — toujours excellent dans ces univers — mais aussi Marilyn Manson. Ou comment Dupieux parvient à transformer une agrégation foireuse en une alchimie folle.

Bref, Dupieux, en mélangeant constamment électro et cinéma (il est le compositeur des BO de ses films et du titre *Bruce Willis is dead*) apporte à la comédie américaine une « *french touch* » hyper rythmée, au fond presque plus musicale que cinématographique.

Mais celui qui parle le mieux de son cinéma c'est encore lui-même : « Si vous aimez pas, c'est de votre faute.

Julien Laurian,
M1 Marketing et Stratégie

Mode : qu'en est-il du « made in France » ?

Paris, 14h, le Marais. Paris, capital de la mode et du luxe, ça, on le sait. Rue de Rivoli, Faubourg Saint Honoré, les magasins de toutes sortes se succèdent à une vitesse folle sous les yeux émerveillés des passants. Mais devant tout ce choix et ce goût communément admis, qui pratique encore le « made in France », fameux invité dans la dernière campagne présidentielle, et qui demeure encore au cœur de l'actualité ? Par-dessus tout, le bon goût et la créativité riment-ils toujours avec « français » ?

Le « *made in France* », cette idée selon laquelle il faut tout fabriquer dans l'hexagone, Margo Milin l'a très vite adopté.

Cette jeune créatrice française issue de la célèbre école de création & mode londonienne, la Saint Martins School, s'est installée depuis 2007 en plein cœur du Marais. Si Margo fabrique elle-même toutes ses tenues en France, ses influences culturelles sont toutes autres et témoignent d'une vraie créativité. En effet, tout d'abord spécialisée dans le costume de théâtre, la jeune femme tend à créer des personnages, à concevoir la mode comme le théâtre de sa créativité. La mode en devient l'art d'exister. C'est avec cette idée qu'elle prend Pedro Almodovar, cinéaste espagnol de renommée internationale, comme thème de collection cette année. Margo orchestre une jolie référence à la Movida espagnole, avec cependant plus de classe *frenchy* que Desigual. Les couleurs sont vives et les coupes structurées n'oubliant pas toutefois de créer du volume, comme pour ses capes « œuf cocon », qui nous rappellent les fameuses comédies du cinéaste où s'illustrent la libération des mœurs et une certaine vitalité.

La création tisse sa métaphore jusqu'à la mise en scène de ses personnages : Margo s'inspire là encore d'Almodovar, comme sur cette photo où le masque de la jeune femme nous remémore indéniablement le film *La Piel que habito*.

Pour plus d'informations sur ses créations, rencontrez Margo Milin, 4 rue Malher dans le Marais, adresse de sa boutique actuelle.

Bien d'autres artistes français ont pris pour créneau « cocorico » et font valoir une créativité culturellement très référencée. Les références utilisées pour leurs créations sont de tous types : artistique, littéraire, musicale, mythologique. Ils puisent leur inspiration de partout.

Ici, les bijoux de Sophie Watrelot, sous le nom de la marque SoWat, ont beaucoup de références mythologiques. Les bagues plumes sont autant de clins d'œil à Icare — célèbre personnage de la mythologie grecque se brûlant les ailes en s'approchant trop près du soleil — ou Hermès le Dieu voyageur. Il en va de même pour les bagues en formes de serres d'aigles qui rappellent les mythes indiens, source première d'inspiration de la créatrice.

Louise Damas, jeune étudiante de 23 ans, fait également partie de ces créateurs français qui témoignent d'une vraie réflexion esthétique et artistique concernant la mode. Passionnée de littérature, elle crée chaque bijou sous l'influence du roman qu'elle est en train de lire. Ici, *Salammbô* de G. Flaubert. Son peigne pour cheveux qui en est inspiré traduit sa tendance à interpréter tout ce qu'elle lit, à visualiser les descriptions. Louise n'a pas eu de mal à créer cet accessoire à l'image de *Salammbô*, la déesse par excellence, l'incarnation du féminin au travers de ses atouts : la chevelure et la parure.

Ces créateurs français, bien qu'ayant la fibre patriotique, vont surtout glaner des idées dans leurs références culturelles et faire valoir un art de la mode et une classe inimitable à la française.

Margaux Julien, DEGEAD1

Enjeux et paradoxes de la nouvelle puissance chinoise

Depuis 2010, la Chine est devenue la seconde puissance économique mondiale après les États-Unis et la première puissance commerciale depuis 2012. En moins de vingt ans, le pays a réussi à se hisser au rang des économies développées, tout en conservant une structure d'économie en développement — modèle social polarisé et croissance tournée vers l'extérieur. **L'émergence de la Chine comme concurrente des États-Unis et de l'Union Européenne chamboule l'équilibre des pouvoirs.** Alors que le modèle américain tend à s'essouffler depuis la fin du système de Bretton Woods et que la tendance à une coopération plus ou moins symétrique s'impose dans les débats internationaux — le multilatéralisme —, la Chine semble hésitante à porter le flambeau de l'hégémonie mondiale. Ainsi, tout en acceptant les règles du jeu du système économique et politique, elle reste prudente quant à son devenir sur l'échiquier international : situation paradoxale. D'une part, la Chine est un grand pays par son poids dans l'économie mondiale et sa démographie, d'autre part, l'Empire du milieu ne deviendra pas une grande puissance s'il ne s'insère pas, de façon durable et structurelle, dans la sphère internationale. Pourquoi une telle hésitation ?

La Chine répond aux conditions pour devenir une grande puissance mondiale. Son PIB représente entre 10% et 15% du PIB mondial, selon les critères utilisés, et son taux de croissance — 10,3% en 2010 au plus haut de la crise — dope l'économie mondiale. Malgré des tensions sociales et quelques difficultés à voir émerger une classe moyenne dues à une répartition très inégalitaire des fruits de la croissance, la Chine s'appuie sur ses 1,3 milliards d'habitants. Ainsi, sa démographie dynamise son économie en fournissant aux entreprises exportatrices une main d'œuvre jeune et bon marché. Sous couvert d'un régime communiste qui lui assure la mainmise sur l'ensemble de sa structure économique, **la Chine est en réalité une économie capitaliste qui se plie volontiers aux règles de fonctionnement d'une économie de marché** : surinvestissement dans l'immobilier, rachats en Europe d'industries spécialisées dans la machine-outil et de composants électroniques, politique agressive d'acquisition d'actifs physiques en Afrique (bâtiment, terres agricoles, minerai et énergie). Les institutions politiques se réclament de l'idéologie communiste (parti unique, nationalisme écrasant les identités régionales) mais les institutions économiques sont bien le reflet d'un basculement dans la logique capitaliste animée par la recherche du profit le plus élevé et garantie par le respect de la propriété privée. Mais la caractéristique la plus ostensible de la puissance chinoise est sa place dans l'architecture financière mondiale : la Chine est la première créancière des États-Unis. Non seulement elle assure le train de vie fastueux américain en achetant ses bons du Trésor, mais elle accumule aussi des réserves de change libellées en dollars, accentuant les déséquilibres mondiaux et sa dépendance vis-à-vis des États-Unis. En juin 2011, la Banque populaire de Chine détenait 3 197 milliards de dollars d'actifs : tout en étant concurrente des États-Unis — économiquement et idéologiquement —, **la Chine maintient la puissance américaine à flot**. Le fonctionnement du système économique international est moins le résultat d'une guerre commerciale et monétaire que d'une coopération conflictuelle.

Malgré sa place attestée dans l'économie mondiale, la Chine ne semble pas prête à endosser le rôle de centre du monde. Tout d'abord, l'économie chinoise doit faire face à de nombreux enjeux internes : substituer une partie de la demande nationale à la demande extérieure et réformer ses institutions politiques. En dépit de sa présence au conseil de sécurité de l'ONU et sa participation aux sommets internationaux du FMI et de la Banque Mondiale, elle refuse de se plier aux règles de l'ouverture internationale. Par exemple, la Banque populaire de Chine encadre les mouvements de capitaux et empêche sa devise — le yuan ou renminbi — d'être utilisée hors de ses frontières. La devise chinoise ne satisfait donc pas les conditions nécessaires pour devenir une monnaie internationale : moyen d'échange pour les transactions commerciales, libre convertibilité du compte de capital et monnaie de réserve pour les banques centrales. Ainsi, **la sous-évaluation permanente du yuan, permise par ce contrôle des capitaux et des interventions systématiques de la banque centrale sur le marché des changes, lui assure une compétitivité à toute épreuve**. Tant que cette situation ne changera pas, la Chine ne deviendra pas un centre financier international et son intégration au système monétaire international sera compromise.

La devise chinoise ne satisfait donc pas les conditions nécessaires pour devenir une monnaie internationale

Pourquoi cette ambivalence ? Craignant les flux de capitaux déstabilisateurs et l'aggravation des déséquilibres mondiaux, la Chine ne veut pas bousculer la zone dollar pour faire tomber les États-Unis ; elle-aussi y perdra étant donné le montant de ses avoirs en dollars. La voie suivie est plus subtile : elle consiste à substituer aux institutions en place d'autres structures étant à même d'assurer le déplacement de l'épicentre de l'économie monde. Désormais, les entreprises chinoises peuvent facturer les transactions en yuans avec l'étranger, la Banque populaire de Chine a passé des accords de swaps (échange de devises) avec les banques centrales des pays voisins et depuis 2010, les entreprises étrangères peuvent emprunter en yuans en passant par une plate-forme offshore à Hong-Kong.

La dynamique du pouvoir est-elle facteur d'instabilité ? À l'international, il semblerait que oui. Les désordres liés à la mondialisation et l'intensité de la crise mondiale sont les manifestations du transfert de leadership entre les États-Unis et la Chine. Les fondements de la suprématie américaine ont disparu depuis les années 1970 alors même que les États-Unis demeurent une puissance mondiale. **Tant que la Chine aura un modèle de croissance extraverti et absorbera les milliards de dettes émises par les pays occidentaux, il lui sera très difficile d'aborder sereinement son ouverture internationale.** La question est de savoir si la stabilité du monde peut être assurée par une seule puissance qui fixe les modalités et la préservation des règles internationales, ou par une coopération symétrique, défendue par de nombreux intellectuels et les organisations internationales ? L'histoire a rarement donné raison à cette seconde modalité d'organisation du monde.

Pierre-Hernan Rojas,
doctorat d'économie

Gaz de schiste et autorités politiques : Quand il y a « de l'eau dans le gaz »

« **Il n'y aura pas d'extraction de gaz de schiste en France** ». Telle est la réponse donnée par le président de la République, lors de son allocution du 14 juillet dernier, à toute demande de forage. Telle est la décision dont se contenteront les Français ?! Car, si la position du gouvernement est claire, s'il est évident qu'entre compagnies pétrolières et autorités françaises, le désaccord est bien présent, qu'en est-il des raisons, où sont les justifications ?

La Commission Européenne a estimé que si les risques n'étaient pas avérés, un danger était néanmoins probable concernant la méthode de la fracturation hydraulique

Depuis trop longtemps, les enjeux liés à l'exploitation du gaz de schiste sont biaisés par de futiles **débats environnementaux**. Alors que certaines études révèlent une pollution des nappes phréatiques par l'emploi outrancier de produits chimiques, d'autres avancent que c'est l'atmosphère même qui se trouve contaminée. Émerge ainsi la célèbre triptyque du film Gasland de John Fox : « une allumette qui craque, l'eau qui coule, un évier qui s'enflamme ». Pire encore, une habitation américaine, située près d'un site de forage aurait explosé en raison d'une concentration accrue de gaz.

Ces allégations suffisent-elles à prouver la dangerosité de la fracturation hydraulique ? Aucune organisation internationale, ni aucun État ne s'est encore risqué à des études approfondies. Par conséquent, toutes celles jusqu'à présent menées — dont les conclusions sont en somme contradictoires — représentent

La fracturation hydraulique, c'est quoi ?

Le gaz de schiste est un gaz emprisonné dans des roches profondes à l'intérieur desquelles il s'est formé. La seule manière aujourd'hui disponible pour procéder à son extraction est la méthode de la fracturation hydraulique. Cette dernière consiste en une injection à haute pression et en profondeur d'un mélange d'eau, de sable et de produits chimiques qui, en fissurant la roche, provoque la libération du gaz. La moitié des volumes de liquides versés dans les sous-sols terrestres disparaissent comme par « enchantement ». Or, « rien ne se créé, tout se transforme » est un adage bien connu... Par conséquent, ce serait dans les nappes phréatiques et les cours d'eau que se retrouverait ce cocktail explosif, selon les Écologistes.

majoritairement des centres universitaires indépendants. Notons, toutefois, que la Commission Européenne a estimé que si les risques n'étaient pas avérés, un danger était néanmoins probable concernant la méthode de la fracturation hydraulique.

Mais quand est-il des préoccupations économiques ? 900 000 emplois créés d'ici 2015, 2,5 % de croissance au second semestre 2013, une production de gaz en hausse de 33% depuis le début des années 2000, une diminution du prix du gaz, l'indépendance énergétique et, très prochainement : la première production mondiale de gaz et pétrole. Le monde entier en a toujours rêvé, les États-Unis l'ont fait ! Mais François Hollande semble le négliger, l'ignorer, l'oublier. Sûrement se réjouit-il de notre croissance florissante, de notre recherche dynamique, de notre compétitivité sans égale, de notre faible taux de chômage. Après tout, peu importe que nos réserves en schiste soient les plus importantes d'Europe selon l'agence américaine US EIA, peu importe qu'après les États-Unis, la Chine et tant d'autres puissances, l'Allemagne et le Royaume-Uni adoptent elles-aussi « la schiste attitud », la France n'en fera rien. Comprenez-le : la santé publique en dépend !

Se pose alors la question suivante : **puisque la fracturation hydraulique constitue le problème, pourquoi la recherche d'une méthode alternative ne constituerait-elle pas la solution ?** C'est l'initiative qu'Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, encourage. Il s'agirait par là ; d'une part de quantifier les ressources exploitables françaises, d'autre part de concevoir des techniques d'extraction des hydrocarbures de schiste sans risque pour l'environnement et la biodiversité. De pareilles recherches sont déjà en cours, et un financement public contribuerait certainement à une amélioration de leur efficacité. Par ailleurs, qu'y a-t-il à craindre si ce n'est l'avancée technologique ?

Il est désormais évident que l'argument écologique, de par son incertitude, n'est qu'une chimère

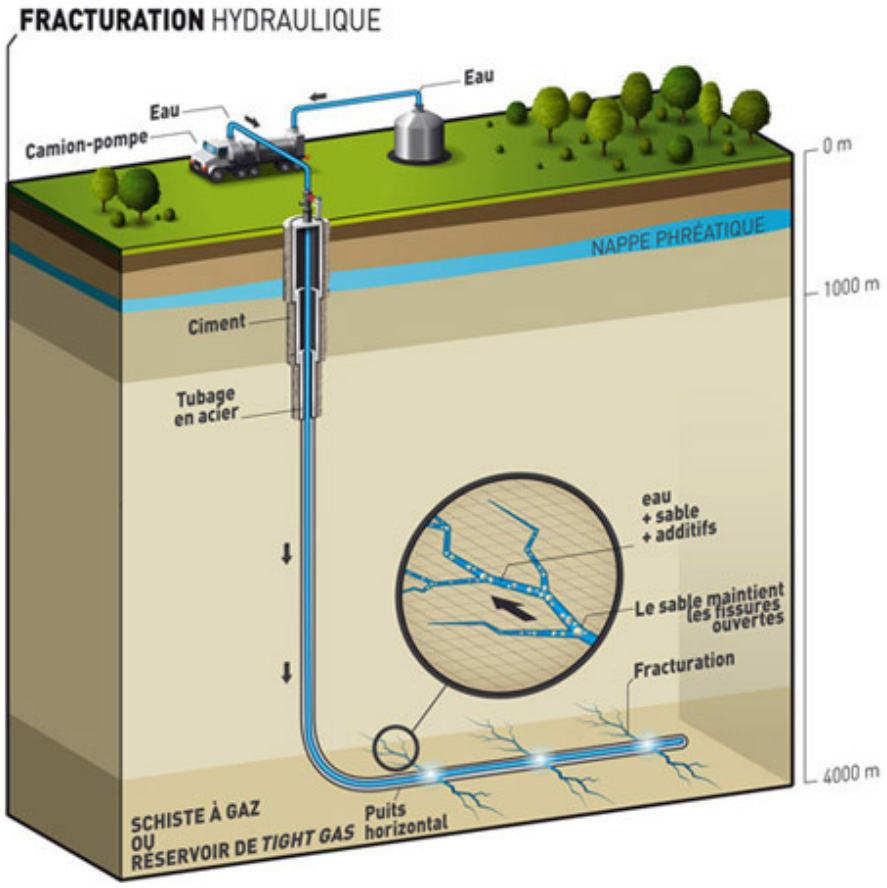
Il serait temps que le gouvernement envisage d'y répondre... Il est désormais évident que l'argument écologique, de par son incertitude, n'est qu'une chimère. Plus précisément, semble-t-il dissimuler une toute autre vérité : **la peur du lobbying industriel**. La filière pétrolière est en effet déterminée et le gouvernement le sait. Par conséquent, ouvrir la voie à la recherche ouvrirait indéniablement celle du forage. Le Conseil Constitutionnel a eu beau valider la loi interdisant le procédé de la fracturation hydraulique, le contrôle de l'État n'est pas absolu.

La recherche d'un substitut à l'énergie nucléaire semble, plus que jamais, d'actualité.

Ainsi, la légitimité de telles inquiétudes semblent dispenser les Politiques de toute communication. Peut-être le gouvernement craint-il pour sa crédibilité ou encore estime-t-il trop grande la menace d'une défiance des Écologistes qui, après leur ralliement à la majorité, attendent retour sur investissement de leur soutien ?

Quoi qu'il en soit, les Français sont en droit de savoir. Depuis la catastrophe nucléaire de Fukushima de mars 2011, le spectre nucléaire tout entier est assorti de craintes justifiées aussi bien par une préservation de la santé publique que terrestre. La recherche d'un substitut à l'énergie nucléaire semble, plus que jamais, d'actualité. Pourtant, aucune harmonisation à l'échelle internationale ni même européenne ne s'opère. Les intérêts nationaux divergents semblent obstruer tout accord. Étant donné qu'il revient à chaque pays de statuer indépendamment, la question est de savoir si, dans le cas français, la décision ne regarde que le gouvernement. Les Français ne sont-ils pas concernés ? Un tel sujet mériterait au moins d'être débattu par le Parlement...

Mélanie Jaouën,
DEGEAD2 CEJ



Allo l'Europe ? Ici, Catherine Ashton.

Catherine Margareth Ashton, ce nom vous dit-il quelque chose ? Plus que baronne Ashton of Upholland, Mme Ashton incarne avant tout l'une des figures de la diplomatie européenne. Depuis 2009, elle cumule la fonction de vice-présidente de la Commission européenne avec celle de Haute Représentante de l'Union Européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Ses tâches sont diverses : diriger la diplomatie traditionnelle, permettre des accords entre les 27 pays de l'UE, représenter celle-ci dans les instances internationales comme les Nations unies. Elle est, à ce jour, la première personne à occuper ce poste créé en 2007, poste qui résulte de la fusion entre le Commissaire chargé des relations extérieures et le Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune. Ainsi, **cette fusion avait un double objectif : permettre à l'UE de parler au nom d'une seule voix et acquérir une présence constante sur la scène mondiale**. En effet, Henry Kissinger avait défrayé la chronique, en 1981, par cette question : « *Quel numéro dois-je composer pour appeler l'Europe ?* ». Il est vrai que l'Union Européenne souffrait alors d'une absence d'unité politique.

« Quel numéro dois-je composer pour appeler l'Europe ? »

Même si aujourd'hui, la voie européenne ne porte guère davantage à l'international, le choix de Catherine Ashton était-il judicieux ?

Tout d'abord, elle n'est qu'une novice en diplomatie. N'ayant pour seul diplôme que sa licence en sciences délivrée par le Bedford College de Londres, la carrière politique de cette femme s'est accélérée, selon les dires, par les pistons de la part de Kellner son mari et de Tony Blair.

De plus, sa nomination a fait l'objet de critiques frénétiques au sein du parlement européen. Notamment par le député Nigel Farage, également britannique, qui a insisté sur le fait, inconcevable selon lui, que Mme Ashton n'avait jusque-là jamais été élue démocratiquement. Par ailleurs, **elle ne parle aucune langue étrangère**. De ce fait, il semble invraisemblable que cette femme ait pu être désignée chef de la diplomatie européenne.

Mise en doute pour son ignorance diplomatique, elle a également dû éclaircir certains points quant à son militantisme au sein du CND (Campaign for Nuclear Disarmament) devant les députés européens. C'est dans cette organisation de gauche, qui a lutté contre la défense nucléaire de l'Europe dans les années 80, en pleine guerre froide, que Mme Ashton était trésorière, quand l'organisation reçut d'importantes donations. Ayant toujours refusé de révéler l'origine de ces dons, certains sont à même de penser que des organisations communistes, voire l'Union soviétique elle-même, pourraient avoir été impliquées. Ainsi, Hynek Fajmon, député tchèque, en fait partie.

Enfin, la faible visibilité de Catherine Ashton lors des révoltes dans le monde arabe lui a valu également d'abondantes critiques.

La politique étrangère et de sécurité commune de l'Union Européenne n'est pas ambitieuse et se heurte aux dispositions nationales.

Mais, en réalité, **c'est moins la femme que le poste de Catherine Ashton qui est critiqué**. La politique étrangère et de sécurité commune de l'Union Européenne n'est pas ambitieuse et se heurte aux dispositions nationales. Pour de nombreux dossiers comme le nucléaire iranien, l'intervention armée en Syrie ou encore au Mali, la Haute Représentante de l'Union Européenne aux Affaires Étrangères reste dans l'ombre alors que les ministres nationaux se font entendre. Depuis sa création, l'Europe agit par des canaux différents des autres pays tels que les Etats-Unis. En effet, au travers d'une série d'instruments — soutien politique, aide économique ou humanitaire, assistance technique ou au développement —, l'Europe étend sa capacité d'influence. C'est donc davantage par la diplomatie qu'elle entend s'imposer dans le paysage international que par sa force militaire. Or, l'Union Européenne n'est pas les États-Unis d'Europe : le fédéralisme y est absent. Alors que dans le traité de Lisbonne, l'Union Européenne a un réel rôle de gestion des affaires internationales, dans les faits, il apparaît qu'elle ne joue qu'un rôle supplétif aux politiques étrangères des États membres. **Ainsi, les difficultés rencontrées par Mme Ashton relèvent tout autant de cette ambiguïté institutionnelle que de son parcours personnel** ;

La Haute Représentante de l'Union Européenne aux Affaires Étrangères reste dans l'ombre

elle évolue dans une union politique où les dissensions sont nombreuses. Dès lors, comment distinguer ce qui relève de l'intérêt particulier et de l'intérêt général ? Pire, la politique étrangère menée par l'Union Européenne est-elle compatible avec la somme des intérêts particuliers des États membres ? Apparemment, non. Voilà peut être le point sur lequel les Européens sont d'accord.

Margaux Julien, DEGEAD1

Ma Madeleine de Proust : *Brownie à la pulpe d'orange*

Dans la bataille éternelle entre le sucré et le salé, le croustillant et le crémeux, le fort et le doux, le chaud et le rafraîchissant, je trouve la clé de ces délices culinaires qui défient mes sens et me transportent à l'immoralité du pur plaisir.

Le chocolat est certainement la matière première de toutes les fantaisies. Sous toutes ses formes et dérivés, il maintient toujours les qualités qui en font une expérience en soi.

C'est précisément pourquoi, quand je pense à ces moments pénibles de solitude pendant lesquels, dans la plus pure obscurité, nos âmes égoïstes cherchent l'abri d'une délicatesse, je pense à un brownie fraîchement cuit au four avec de la pulpe d'orange.

L'égoïsme est un élément-clé du plaisir, et sa préparation est un rituel. La préparation même est source de saveur.

Entre l'enfer du four et l'océan d'oranges, la combinaison parfaite se pose, comme Aphrodite est née du contact de l'alliance de l'eau et du sperme d'Uranus.

La plus tendre beauté née du chaos cache, derrière son apparence, la violence de son origine.

Après avoir préparé le brownie, nous le jugeons, et, ce faisant, nous nous jugeons.

Il doit être croustillant à l'extérieur et cru à l'intérieur, pour se défendre du mal qui l'entoure sans perdre son innocence. Il doit aussi avoir acquis l'expérience nécessaire pour fournir les minutes d'attente, une fois sorti du four, déchiré définitivement de l'utérus.

Il faut sentir la chaleur au bout des doigts et l'odeur enivrante dans nos narines.

Écoutez le son de la cuisine, qui se plaint une fois le brownie arraché de ses bras.

Ayant atteint le brownie parfait, il est temps d'un verre de jus d'orange, de saisir sa pulpe, source de tous les nutriments et vitamines, et de placer la pulpe sur le brownie pour le dévorer lentement.

Mauricio Nicolás,
Étudiant en Economie
en échange à Dauphine

Article proposé en partenariat avec les étudiants en échange à Dauphine, élèves de Sandrine Cuperty.

Mon pays devient frontiste

Petite fille d'immigrés, mère nationalisée à l'âge de deux ans, en ce matin d'octobre, une larme lui coule sur le visage et un sentiment d'écœurement s'empare de cette fille trop sensible et à l'esprit contestataire. Pour de nombreuses familles de culture socialiste déçues, Sarkozy s'annonçait en 2007 comme le Président rassembleur, homme de la si bien nommée « ouverture », celui qui allait bouleverser la tectonique des plaques et redonner à la France un caractère honorable. Mais l'année dernière, en conséquence d'espoir non réalisé, le peuple français a exprimé sa vengeance par le vote. Ces enfants qui n'avaient pas connu les années quatre-vingt conservent de Mitterrand l'image d'un socialisme flamboyant, et voulaient connaître ce sentiment de fierté comme leurs parents. Réunis place de Bastille, ils chantaient et dansaient ce retour en force d'une gauche nouvelle et victorieuse.

Mais le temps passa et les doutes arrivèrent. « Où est-il passé le « vrai » socialisme ? » s'exclame un militant de la gauche radicale. « À la trappe » n'ose lui répondre le gouvernement. Un an après l'élection de François Hollande, les militants d'extrême gauche affichent leur mécontentement. De l'autre côté, les quelques groupies de Manuel Valls se satisfont de cette nouvelle gauche moins à gauche, de ce « socialisme démocratique » plus réaliste et rationnel.

Dans ce paysage politique où chacun droitise son discours pour gagner des voix dans son propre camp, la grande gagnante c'est elle : Marine Le Pen. Celle qui a su faire disparaître en un coup de baguette magique l'histoire de son parti, les nombreux dérapages commis par le père et même le mot « extrême droite ». Cette blonde à la voix forte mais sans écarts multiplie les discours en utilisant le champ lexical de la République, histoire de nous faire croire que le Front National est un parti à la droite de l'UMP, rien de plus, rien de moins. Les jeunes des années quatre-vingt-dix ne connaissent pas l'origine du Front et ne s'y intéressent même pas. Ils voient dans les yeux de leurs parents ouvriers, commerçants ou même cadres, des années politiques qui n'ont pas réussi à les satisfaire et à les rendre plus heureux. Ce sont donc eux qui s'emparent d'affiches et de belles paroles et clament la grandeur de ce parti autrefois jugé homophobe et raciste.

Alors en ce matin d'octobre, quand cette étudiante un peu rebelle allume sa radio et qu'elle entend des auditeurs, des citoyens français dire : « Marine Le Pen ? Pourquoi pas ! », « Au moins Marine ; elle nous comprend », elle se rassoie brutalement, ferme les yeux et réfléchit. Elle aussi ne sait plus se placer sur l'échiquier politique, elle aussi est déçue et voudrait changer les choses. Mais cette crise de confiance ne doit pas se transformer en un vote Frontiste. Le Front National, quoi qu'il veuille nous dire, reste un parti d'extrême droite.

Elle a envie de courir cette fille qui voudrait agir mais qui n'y arrive pas. À la différence de certains, elle se fiche de l'optimisation fiscale, qu'on la taxe et la surtaxe. Elle veut juste partir ailleurs pour ne pas regarder ce désastre. Fuir, le temps que les citoyens français ouvrent les yeux, qu'ils voient qu'une vague bleu Marine ne créera non pas un tsunami du renouveau mais des remous amers.

Juliette Broudin,
M1 Management et Organisation

Al Odd Rose

[Sans Titre]

Ma Mère disait "Al, elle te perdra"

Levant les yeux j'ai vu plusieurs soleils
Ils brûlaient ma rétine,
Les boules de feu avaient l'humeur chipie

Soleils à problèmes,
Soleils à problèmes, tes airs
S'endorment sur les contours à chairs,
Ils s'étirent comme le fluide doré des arbres,
Ces contours contemplés quand je me vois le corps

Dans ces rythmes résonnent encore
Des plaisirs discrets, nichés dans le bras de la mer,
Des jouissances qu'une vieille morale trouverait vulgaires
Et le regard pervers de ces lois d'outre-tombes
Fend mes lèvres d'une virgule heureuse
Qui dévoile un trou sombre
D'où suinte un air que tu as inspiré

Des fractions minuscules de photos vintages,
Celles au sépia ravissant qu'on étale,
Forment une brume épaisse :
Virages superbes des mémoires,
Il ne m'y reste que des photos-splendeur
À graver dans les plus vieux grimoires
Et dans les Unes de ces journaux de merde

J'avais un goût pour certains corps,
Et j'savais pas que ton corps était Certain,
Pareil, j'avais un goût pour certains visages
Et un goût pour une certaine Beauté
Un goût pour une discrétion et un pour les mirages
Un goût pour les voix et pour les yeux latins

Toi, la masse d'idées en devenir qui te hante,

Ah si je pouvais !

Cette Femme que tu vas être...

Tu vois, je m'y jette déjà.

Al Odd Rose pour Julia R.

Lionel Pelisson,
M1 Économie Internationale
et Développement

Les investissements du Qatar, quel impact pour le sport mondial ?

Le Qatar est la nouvelle place forte du sport mondial, notamment grâce aux nombreux investissements réalisés par cet État dans le football. Même si ceux-ci peuvent poser question de la part d'un État contesté sur la scène internationale, ils sont bénéfiques pour le sport mondial.

Quand on pense au Qatar, la plupart des personnes ont un a priori négatif. Le Qatar (ou Katar) est un émirat, soit une monarchie, avec à sa tête la famille souveraine Al-Thani, qui détient le pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1971. Et depuis 2010, le Qatar a décidé d'investir dans le sport français, et même le sport mondial en général. Ces investissements sont mal vus. En effet, l'opinion que les gens ont du Qatar se forge surtout sur les aspects négatifs : Droits de l'Homme non respectés, absence d'égalité hommes-femmes, interdiction des partis politiques.

De nombreux investissements dans tous les domaines du sport

Depuis 2010 donc, le Qatar réalise des investissements colossaux dans le sport, par le biais notamment du fonds d'investissement souverain QIA (Qatar Investment Authority). Le 2 décembre 2010, la fédération internationale de football (FIFA) décide d'attribuer l'organisation de la Coupe du monde de football 2022 au Qatar. Peu après, le 27 janvier 2011, la fédération internationale de handball (IHF) désigne le Qatar pour organiser le Mondial 2015 de handball. Ce n'est pas tout : le 31 mai 2011, le fonds d'investissement QSI (Qatar Sport Investment), qui fait partie du fonds d'investissement souverain QIA, rachète 70 % des actions du club de football du Paris Saint-Germain. Dernier mais pas des moindres, le 1er juin 2012, l'antenne BeIN Sport rachète une partie des droits TV du championnat de France de football (Ligue 1). Ainsi, on voit que, depuis 2010, le Qatar investit tous les domaines du sport et s'impose dans les hautes sphères mondiales : organisation d'événements sportifs majeurs, rachat d'un club de football, mais aussi création de son propre média sur le territoire français. Cette arrivée soudaine du Qatar dans le sport mondial marque une vraie révolution : jamais un pays n'avait autant investi dans le sport en si peu de temps.

جهـــاز قطـــر للإستثـــمـــار
QATAR INVESTMENT AUTHORITY

Le sport, un atout de puissance pour le Qatar

Tous ces investissements servent un seul et même objectif : faire connaître le Qatar dans le monde entier. En effet, le sport est un fantastique vecteur de puissance culturelle pour un pays. Le Qatar l'a bien compris et utilise celui-ci comme un outil pour améliorer sa réputation et sa renommée. Mais ce n'est pas le seul : une course à l'investissement est lancée depuis quelques années entre le Qatar et Dubaï, qui sont les deux principaux émirats du Moyen-Orient. Le but à long terme pour le Qatar est de diversifier ses investissements et de développer le tourisme dans le pays, pour se préparer à l'après-énergie fossile, principale source de richesse de l'émirat. Et l'organisation de la Coupe du monde de football 2022 rentre dans cette optique : attirer les touristes et les inciter à revenir dans ce pays aujourd'hui peu attractif.

Le Qatar investit tous les domaines du sport et s'impose dans les hautes sphères mondiales

Des investissements qui profitent au sport mondial

On se penche souvent sur les avantages que le Qatar peut retirer de tous ces investissements, mais une autre chose, tout aussi importante, est la plupart du temps passée sous silence : ils sont également bénéfiques pour le sport en général. Prenons l'exemple du Paris Saint-Germain. Lorsque QSI a racheté le club, les Qataris ont tout de suite mis en place une stratégie visant à faire du PSG un grand club européen. Pour cela, ils ont acheté une pléiade de stars du ballon rond : Javier Pastore, Zlatan Ibrahimovic ou encore Edinson Cavani. Et les résultats sont là : le football en France, et plus particulièrement son championnat, sont beaucoup plus médiatisés qu'avant. Les droits TV de la Ligue 1 se vendent de plus en plus à l'étranger ; la Ligue 1 n'est plus simplement un événement franco-français. Les investissements qataris profitent par conséquent au football en général, qui bénéficie de cette soudaine ultra-médiatisation du Paris Saint-Germain. Par ailleurs, le fait que le Qatar organise le Mondial de football 2022 rentre dans une vraie logique de mondialisation. En effet, le Qatar va être le premier pays arabe à organiser le 2ème plus grand événement sportif de la planète, derrière les Jeux Olympiques. C'est une vraie marque de confiance de la part de la FIFA, pour un pays pourtant d'une superficie équivalente à celle de l'Île-de-France et n'ayant aucune ligue de football professionnelle. La Coupe du monde de football 2022, tout comme le Mondial 2015 de handball, vont donc être une énorme promotion pour le sport dans les pays du Moyen-Orient, où celui-ci est très peu développé.

Le premier pays arabe à organiser le 2ème plus grand événement sportif de la planète, derrière les Jeux Olympiques

Le Qatar est devenu un investisseur incontournable dans le sport mondial. De tels investissements lui apportent une plus grande visibilité sur la scène internationale, et donc plus de pouvoir. Cependant, ce pouvoir ne doit-il pas s'accompagner de nouvelles responsabilités ? L'organisation de la Coupe du monde de football 2022 pose cette problématique avec insistance, concernant notamment la responsabilité sociale du Qatar.

Julien Da Sois, DEGEAD1

Événements sportifs mondiaux

2011 : Coupe d'Asie des Nations de Football
2011 : Jeux Arabes
2015 : Championnats du Monde de Handball
2019 : Candidature pour les Mondiaux d'Athlétisme
2022 : Coupe du Monde de Football
2024 : Candidature pour les Jeux Olympiques d'été

Quelques chiffres

1 : rang dans les exportations mondiales de GNL (gaz naturel liquéfié)

98 737 : PIB/habitant, en $, soit le 3e rang mondial (plus de 2 fois le PIB/h français)

300 millions : budget du PSG pour 2012-2013, en € (source France Football)

200 milliards : budget prévisionnel pour la Coupe du Monde 2022, en $. Soit 66 fois plus que l'Afrique du Sud en 2010

PSL aux « Doha Goals » du Qatar

Les « Doha Goals » sont au sport ce qu'est Davos à l'économie, une réunion de tous les leaders du monde sportif. G.o.a.l.s. = Gather Of All Leaders in Sports.

Avec les dirigeants sportifs du monde entier sont invités 400 étudiants des universités les plus prestigieuses (et sportives !) au monde. On retrouve des étudiants d'Harvard, de Princeton, de Cambridge et de ... PSL, entre autres.

Paul Deshays, le directeur des sports de PSL, a été chargé par les organisateurs de cette manifestation de « recruter » des étudiants de PSL pour participer aux « Doha Goals » 2013. Ainsi, 4 étudiants de Dauphine, un étudiant du CPES, deux étudiants des Mines et un étudiant de l'ESPCI l'accompagneront du 9 au 11 décembre prochains pour participer aux tables rondes réfléchissant sur l'avenir du sport mondial à travers des thèmes tels que le sport et la finance, le sport et le dopage, le sport Olympique, le sport et la femme, etc.

L'intégralité de cette conférence est en anglais et nos étudiants auront aussi pour tâche de rendre compte de cette expérience au travers un rapport rédigé dès notre retour.

PSL Sport a aussi vu le jour en cette rentrée de septembre. Paul Deshays, l'ancien directeur des sports de Dauphine a démissionné de ce poste pour prendre la responsabilité d'organiser le sport à PSL. Il faut savoir que sur 14 établissements de PSL, seuls 4 proposent des activités sportives !!! Du travail en perspective pour que PSL rejoigne Dauphine sur les marches des podiums sportifs et que l'image de l'établissement soit enrichie de cet aspect important.

Paul Deshays,
Directeur des Sports
Président délégué de L'AS-PSL

Ombres sous le soleil qatari

Le 21 décembre 2010, le Qatar obtient l'organisation de la Coupe du Monde de Football 2022, aux dépens des États Unis (14 votes à 8). Une confirmation du poids croissant de ce petit pays moyen-oriental sur la scène internationale. Mais l'euphorie de cette nomination retombe très vite. Élections, organisation, traitement des travailleurs étrangers... De nombreuses zones d'ombre apparaissent.

Une élection tronquée?

Dès janvier 2013, l'hebdomadaire France Football dénonce un « Qatargate », révélant les méthodes peu scrupuleuses des qataris afin de décrocher le précieux sésame. Parmi elles, le financement de congrès organisés par les autorités sportives africaines ; une promotion efficace, et surtout déguisée, de leur candidature. L'hebdomadaire sportif révèle également l'existence d'une réunion le 23 novembre 2010 entre l'ancien Président Nicolas Sarkozy, le prince qatari Al-Thani et le président de l'UEFA (la fédération européenne de football) Michel Platini. L'enjeu est de taille : obtenir le vote de ce dernier en l'échange du rachat du Paris Saint-Germain (qui aura lieu en juin 2011). L'ancienne idole du football français votera effectivement pour le candidat qatari. Cependant, il niera toujours que le prince Al-Thani lui ait explicitement proposé ce « pacte ».

▲ *Joseph Blatter, huitième président de la FIFA*

De son côté, le président de la FIFA, Joseph Blatter, ne prend pas la défense du Qatar. Bien au contraire. Le 19 septembre 2013, il déclare au quotidien allemand Der Spiegel que le choix du Qatar fut « influencé par des intérêts politiques et économiques ». En réponse, il met en place une commission indépendante présidée par Michael Garcia (homme connu pour avoir déjà dénoncé des scandales de corruption au sein de la FIFA) et chargée d'examiner les conditions de cette attribution. Faudra-t-il réorganiser un vote en cas de scandale avéré ? A suivre...

Des conditions de travail inhumaines ?

Les travaux de construction des infrastructures dédiées à la compétition ont commencé, et une importante main d'œuvre étrangère est chargée de réaliser les différents chantiers. Cependant, le quotidien anglais The Guardian révèle que 44 travailleurs népalais sont décédés entre le 4 juin et le 8 août 2013. L'épuisement et la déshydratation seraient les causes de la mort. Si la situation ne s'améliore pas, ce sont 4000 ouvriers qui périront d'ici le début de la compétition en 2022. Les travailleurs étrangers représentent 88% de la population active du pays, mais nombre d'entre eux souffrent. Les conditions de vie frôlent la misère pour les ouvriers ; les salaires sont très faibles et les individus habitent par dizaines au sein d'une même chambre. En réalité, le Qatar n'est que partiellement responsable ; ce sont les entreprises du BTP qui violent le code du travail national. Et le manque d'inspecteurs du travail ne permet pas de résoudre ce problème.

Un système entretient également la précarité des travailleurs étrangers : la Kafala. Pour travailler au Qatar, il faut être parrainé par une entité de l'émirat. Impossible donc de quitter le territoire sans son autorisation. De nombreux étrangers restent coincés car les autorités refusent de les laisser rentrer chez eux.

La Coupe du Monde, avec sa forte médiatisation, devrait permettre de mettre fin à ce système archaïque, et peut-être d'améliorer les conditions de travail du pays.

Jouer en été ou en hiver ?

Le Qatar : un pays au climat désertique où la température dépasse les 50° en été. Difficile de pratiquer un sport de haut niveau dans ces conditions... Les qataris proposent d'équiper les stades de climatiseurs. Une solution techniquement complexe et peu écologique. Dès lors, l'option requise serait l'organisation de la Coupe du Monde en hiver. Cette proposition ne fait pourtant pas l'unanimité. Parmi ses opposants, les instances européennes, dont l'organisation des compétitions nationales et continentales serait fortement perturbée. En effet, organiser cette compétition en hiver nécessiterait une trêve entre octobre 2022 et janvier 2023. Plus inattendu, les instances dirigeantes des disciplines d'hiver (ski, combiné nordique) refusent également cette option. La médiatisation de ces sports risquerait d'être éclipsée par la Coupe du monde. Une réorganisation du calendrier serait particulièrement compliquée, mais elle paraît nécessaire car les footballeurs se mettraient en danger s'ils jouaient en plein été. Le président de la FIFpro (le syndical mondial des joueurs), Philippe Piat, a annoncé que les joueurs boycotteraient la compétition si celle-ci se déroule en juin.

La FIFA rendra sa décision après la coupe du monde 2014 au Brésil. Que privilégiera l'instance ? L'intégrité des joueurs ou les retombées économiques ?

A l'approche de l'organisation du deuxième événement sportif le plus suivi au monde, le Qatar doit régler ses problèmes. Une superbe opportunité s'offre à eux, celle d'améliorer leur image. Il ne leur reste plus qu'à la saisir.

Clément Lauer, L3 LISS

Bons plans

À chaque numéro, La Plume invite Paris-Ci à venir vous présenter leurs bons plans étudiants. Bars, restos, sorties, suivez le guide.

Cette fois-ci, ils vous embarquent à travers Paris et leur liste d'établissements partenaires, avec des OFFRES SPECIALES pour vous les Dauphinois !

Ils vous en proposeront 3 dans ce numéro, retrouvez-les tous sur guideparisci.com/a-la-une/bonsplans

Chaque mois, Paris-Ci te fait également découvrir de nouvelles adresses en suivant un thème choisi par la rédaction.

Ils vous proposent ce mois-ci... les meilleurs endroits pour bouger un peu tes idées reçues !

Un cinéma gastronomique, une boutique hipster très bon marché dans le 16, un bar proposant ses cocktails maisons à 3€... Assoiffés, sans-le-sou ou bobos il y en aura pour tous les goûts !

Marlusse et Lapin

Une chambre dans un bar... Ou l'inverse

14 Rue Germain Pilon Paris 18e

Tu entres, et c'est ta piaule, mais en mieux rangée. Chaque membre du mobilier sert de table ou de fauteuil, chaque barman te renverse le gosier avec leurs shots totalement improbables. Tu en reveux ? Sors donc ta carte étudiante, tous les 10€ tu auras un shot offert ! Etant donnée que le lieu est relativement peu cher... Tu risques de finir tout vacillant. Comme dans ta piaule, finalement.

Chez Françoise

So chic, so champagne

Aérogare des Invalides, Paris 7e

Envie d'impressionner une petite des Rugbydettes, ou simplement d'un resto chic sans trop te ruiner ? Dégaine ta carte Dauphine au serveur... Et reçois ta coupe de champ' offerte en apéro ! Devenu roi de ta tablée, tu pourras alors te laisser tenter par l'excellent menu Parlementaire à 32€, certes un peu cher... Mais compte tenu du lieu et de la qualité des plats, tu en auras pour ton argent.

Le P'tit Barcelone

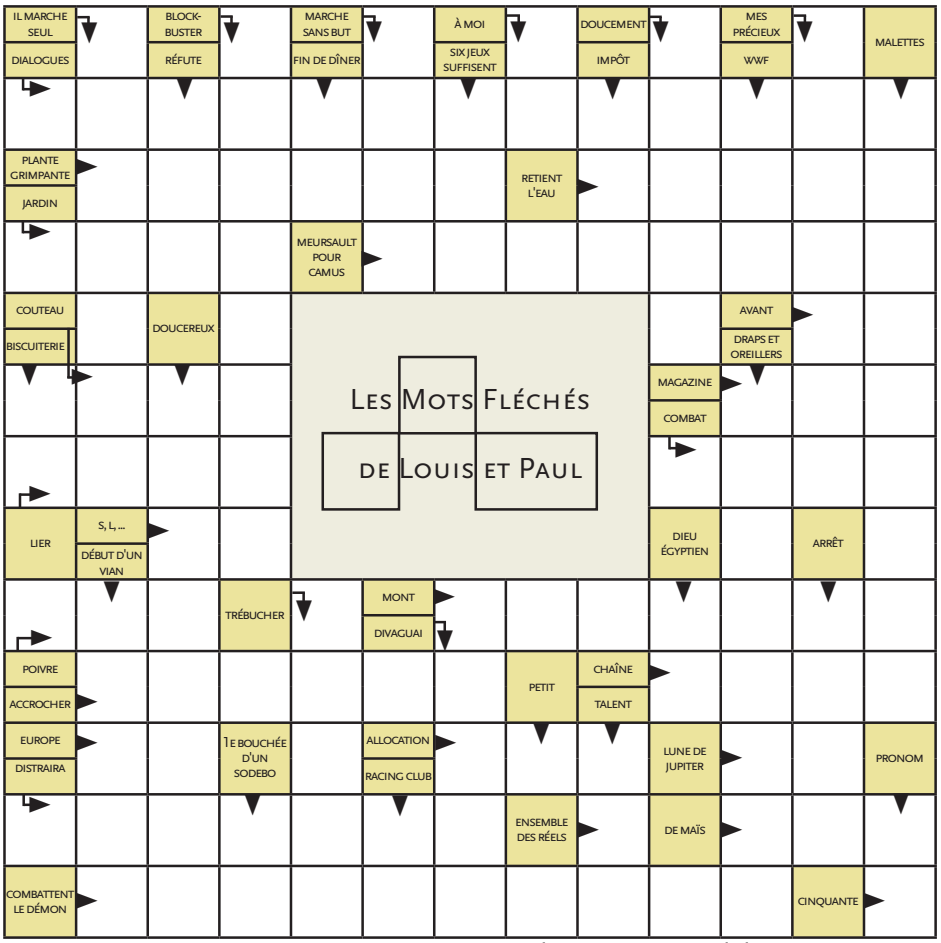
Un p'tit détour par la calor

10 rue de la boule rouge, Paris 9e

L'hiver arrive et tu regrettes le soleil du Sud ? Musique latina, tapas, sangria et gérants très chaleureux... Ici tu auras tout pour se sentir à nouveau muy caliente. Et sans faire pleurer ton portefeuille : garde donc près de toi ta carte Dauphine, car grâce à elle tu as Happy Hour jusqu'à la fermeture !

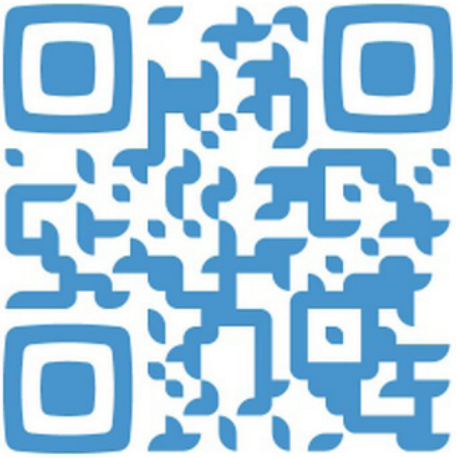
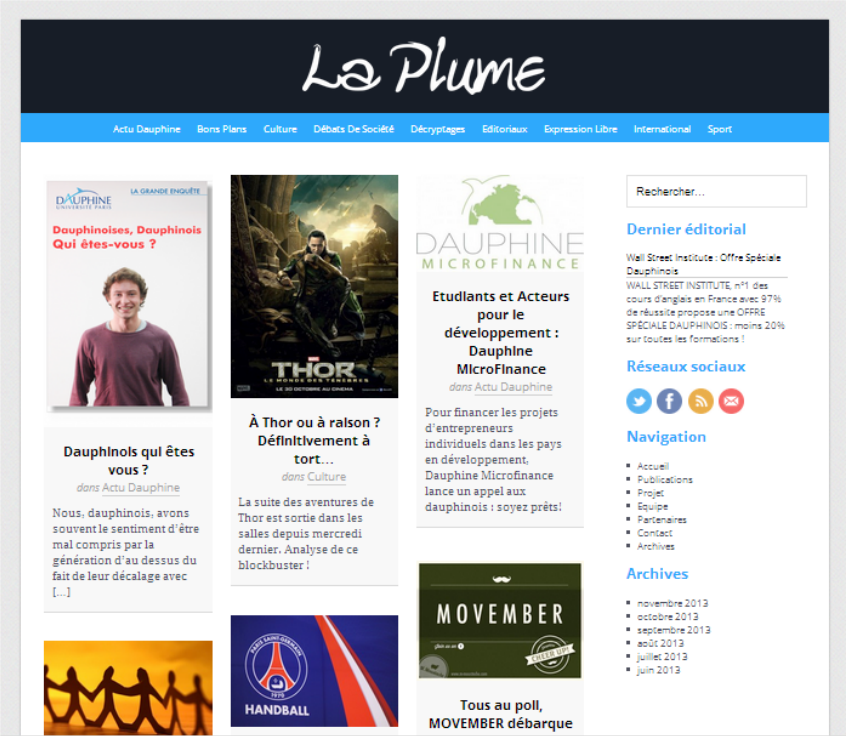
Retrouve tous nos bons plans, adresses et partenaires sur www.guideparisci.com

Jeux



Par Louis de Baynast et Paul de Béon, DEMI2E 1

	7	5		6			8	1
2		1						
8			3		4			
		2				8		
			4		5			
		4				9		
			8		2			3
						6		8
3	5			9		1	4	

8				7			9	
3		2						8
					9	2		
	6			4		8	1	
4			6		5			9
	1	3		2			6	
		8	7					
7						9		6
	5			9				7

Retrouvez plus d'articles et d'interviews sur notre site www.laplumedauphine.fr Vous pourrez consulter nos anciennes publications et contacter l'équipe.